

# Le gynocide annoncé

Andrea Dworkin

**Cinquième chapitre** de *Les femmes de droite*, d'Andrea Dworkin  
(première édition états-unienne 1983, édition française 2012).



Illustration : *The Umbrella* Marie Bashkirtseff

Éditions ALSO

Anarchie, Lutte contre les Systèmes d'Oppression

# Le gynocide annoncé

*Aussi riche que tu sois  
La mort t'emportera,  
et de toi ne survivra  
ni souvenir ni regret...*

Sappho

Dans *Une chambre à soi*, un essai qui fut d'abord une allocution présentée en 1928, la presciente Virginia Woolf attire l'attention de ses auditrices sur une phrase d'un journaliste britannique populaire à l'époque qui les prévient que « lorsque les enfants cessent d'être entièrement désirables, les femmes cessent d'être entièrement nécessaires »<sup>1</sup>. La femme qui est déviante parce qu'elle n'a pas d'enfants, comme l'était Woolf même dans son cercle avant-gardiste, est souvent consciente de la fragilité de son existence : c'est une politesse qu'on lui fait – la laisser continuer – même si elle ne subvient pas à ses besoins de femme comme il sied à une femme. Elle sait à quel point le monde n'a nul besoin d'elle et ne l'apprécie pour aucune autre activité, même lorsqu'elle est exceptionnelle ; et si elle comprend bien l'évaluation systématique et implacable faite des êtres de son espèce, elle sait également que le cœur du système masculin recèle un profond mépris pour tout ce qui chez les femmes est personnel, c'est-à-dire indépendant de la définition ou fonction de sa classe, de tout ce qui, au final, ne peut être perçu ou justifié comme étant lié à la maternité.

Si quelqu'un avait vraiment réfléchi à la façon dont « les femmes cessent d'être entièrement nécessaires », il aurait pu le faire en termes de politique démographique : il y a trop de monde ; les gouvernements décident de nourrir tout le monde, ce qui crée un certain incitatif à trouver des moyens pour qu'il y ait moins de monde ; ce projet est présenté à la population comme

un programme humaniste qui améliorerait la qualité de vie pour une population plus restreinte, moins onéreuse, moins troublée ; les femmes qui donnent naissance aux masses grouillantes cessent ainsi d'être entièrement nécessaires. Chez les libéraux, cette solution est accueillie avec beaucoup d'espoir et de bonnes intentions. La droite y trouve aussi matière à se réjouir, puisque la société demeure en gros fidèle à sa conception de la valeur : les programmes étatiques de contrôle des naissances vont nécessairement cibler les pauvres, les Noirs, les Hispaniques et les populations immigrantes ; les masses grouillantes si désordonnées, si pauvres, si foncées, vont disparaître ou diminuer considérablement, emportant avec elles la pauvreté dont leur couleur semble responsable. Faites disparaître ces mendiants pouilleux en Inde. Faites disparaître les bâtards que ces assistées sociales noires ne cessent de fabriquer. Faites disparaître les juifs aussi, les vieux et les malades, les gitans, les homosexuels, les dissidents politiques – c'est ce qu'ont fait les nazis, souvent en prétendant créer une population de meilleure qualité. Mais les nazis ne se sont pas contentés de tuer pour purger la population de ses déchets : ils avaient un programme d'élevage. Himmler a rédigé le programme d'une Académie féminine de la sagesse et de la culture qui décernerait un diplôme de « Femme honorable ». Les nazis ont interdit toute publicité de contraceptifs, fermé les cliniques de contraception et prohibé l'avortement, une loi qu'ils ont appliquée avec férocité ; tout cela pour assurer la reproduction par des femmes aryennes. En 1934, on mit sur pied le ministère du Service maternel, chargé d'éduquer les femmes de plus de 18 ans à s'acquitter des fonctions de la féminité dans l'optique nazie. « Le programme de notre mouvement des femmes national-socialiste ne comprend en fait qu'un seul point », déclarait Hitler en 1934. « Ce point est l'enfant qui doit naître et qui doit s'épanouir<sup>2</sup>. » Les fiancées des S.S. devaient s'inscrire à la formation dispensée par ce ministère. Les Allemandes de race

pure étaient encouragées à porter les enfants de S.S. et recevaient l'aide de l'État nazi. Himmler créa pour elles des foyers spéciaux. Pas d'avortement, pas de contraception, pas d'autre carrière que la maternité pour les femmes de race pure ; pour les autres, l'emprisonnement, le viol, parfois la stérilisation, et la mort. Mais la femme privilégiée au plan racial n'est pas libre ; les conditions de sa survie sont prédéterminées ; elle peut être récompensée si elle respecte ces balises, sinon, ses chances sont nulles, Les femmes racialement inférieures sont utilisées ; les femmes racialement supérieures le sont aussi, d'une autre façon, apparemment opposée : mais ce n'est pas le cas, il s'agit des deux faces d'une même médaille, allant de pair, matériellement inséparables mais irrémédiablement divisées. Ni les unes ni les autres ne peuvent prétendre à une vie qui échapperait à la féminité totalitaire. Dans une telle société, la femme privilégiée au plan racial fait la meilleure affaire ; mais elle n'est pas libre. La liberté est autre chose qu'une bonne affaire – même pour les femmes.

Les programmes démographiques étatiques sont toujours teintés de racisme, un racisme parfois explicite et cruel. Les programmes de contraception gérés par l'État – ou par toute organisation contrôlée par l'État ou acquise aux intérêts des hommes ou d'une clique masculine – sont très différents de la liberté de reproduction, de son idéologie ou de sa pratique. Celle-ci a pour prémisse l'idée que chaque femme est maîtresse de son destin procréateur. Elle a le droit d'être protégée de l'intrusion de l'État et de l'intrusion des hommes ; elle a le droit de déterminer sa propre vie reproductive. L'avortement sur demande, par exemple, relève de la volonté de la femme enceinte, contrairement à la stérilisation des femmes pauvres, qui relève habituellement de la volonté d'un médecin mâle, qui représente sa race et sa classe, et est souvent payé par l'État ou est chargé de défendre ses intérêts. Aux États-Unis, ce sont surtout des femmes noires et hispaniques

très pauvres qui ont été stérilisées contre leur gré. Des contraceptifs sont testés sur les femmes à Porto Rico, qui a le mérite d'être une colonie des États-Unis en plus d'avoir une population à peau brune. Des anovulants reconnus pour leur toxicité élevée sont systématiquement testés sur des femmes du tiers-monde, au nom d'une justification misogyne étonnamment familière : « Elles en veulent. » On présente comme preuve de cette volonté collective le fait que des femmes font la file pour se faire injecter ces médicaments. Il est rarement mentionné que les injections sont payées d'un poulet ou d'autres aliments et que ces femmes et leurs enfants meurent de faim. Les gens qui perçoivent les programmes institutionnalisés de contraception comme une solution humanitaire et raisonnable à certains aspects de la pauvreté de masse ne tiennent pas compte du problème inhérent à ces programmes : les pauvres sont souvent aussi des personnes non blanches, ce qui explique souvent l'enthousiasme des décideurs gouvernementaux pour le contrôle des naissances. Les bébés de ces femmes ont depuis longtemps cessé d'être désirables ; et elles-mêmes ne sont plus nécessaires depuis longtemps.

La marginalisation de ces femmes en raison de leur race a occulté le fait qu'elles sont d'emblée superflues en tant que femmes. La publicité du film pornographique *Snuff* affichait « Tourné en Amérique du Sud où la vie a peu de valeur ». On prétendait y montrer la torture, la mutilation et le meurtre d'une femme comme un divertissement sexuel : l'acte sexuel censé amener un homme à l'orgasme était l'éventrement d'une femme dont il arrachait l'utérus. Là où la vie a peu de valeur, elle n'en a ni pour les femmes ni pour les hommes, et elle en a bien peu partout où les gens sont pauvres. Mais dans le cas des femmes, la vie réside dans l'utérus ; et la condition des femmes – économique, sociale, sexuelle – dépend de la valeur accordée à l'utérus, de qui va l'utiliser et comment, de la protection dont il bénéficiera ou non et pourquoi. Toute femme, quelle

que soit sa race ou sa classe sociale – et le degré de privilège ou de haine que lui valent l'une ou l'autre – est réductible à son utérus. C'est l'essence de sa condition politique en tant que femme. Si elle est sans enfant, elle ne vaut pas grand-chose pour personne. Si ses enfants sont moins que désirables, elle est moins que nécessaire. Des programmes démographiques racistes offrent déjà, à l'échelle mondiale, les moyens et les justifications idéologiques d'une éventuelle extinction de masses de femmes parce que l'on ne veut pas de leurs enfants. Les États-Unis, une jeune puissance impérialiste virile en regard de ses précurseurs européens, ont instauré ce type d'impérialisme reproductif. C'était le pays idéal pour le faire, puisque ces programmes dépendent de la science et de la technologie (le fleuron national) et d'une reconnaissance particulière du caractère éminemment superflu des femmes en tant que femmes, simplement parce qu'elles sont des femmes. Obsédés collectivement par le sexe, les États-Unis connaissent l'importance stratégique de l'utérus, à l'étranger et à domicile.

On peut discerner aux États-Unis de plus en plus de politiques *gynocidaires*. Les personnes âgées, pauvres, affamées, droguées, prostituées, atteintes de maladie mentale, celles que l'on incarcère dans des hospices ou des hôpitaux psychiatriques dans des conditions désespérément inhumaines, sont très majoritairement des femmes. En un sens, les États-Unis sont le laboratoire d'une politique sociale post-industrielle, postnazie, fondée sur le caractère superflu de tout groupe où les femmes prédominent et n'ont aucune valeur comme reproductrices (ou reproductrices éventuelles quand il s'agit d'enfants). De plus en plus, les politiques sociales des États-Unis promettent de ne protéger que les femmes blanches, riches ou de classe moyenne, qui appartiennent à un mari et procréent, et de punir toutes les autres. Deux projets de loi deviendront, s'ils sont adoptés, les armes les plus lourdes et les plus efficaces de ces politiques publiques. Il y a d'abord

le *Family Protection Act* (Loi sur la protection de la famille), un dédale juridique fédéral conçu pour assurer la protection d'un État policier aux familles patriarcales, où l'épouse est soumise à l'homme. Puis, il y a le *Human Life Amendment* (Amendement sur la vie humaine), qui accorderait à tout ovule fécondé des droits juridiques que l'on refuse encore aux femmes adultes. Ces mesures législatives, combinées aux compressions déjà imposées aux programmes de sécurité sociale, d'assurance-médicaments et de coupons alimentaires, visent à maintenir certaines femmes rivées aux berceaux et à supprimer les autres, celles qui sont trop vieilles pour se reproduire, trop pauvres ou trop noires ou trop brunes pour être appréciées comme reproductrices, ou trop gouines pour être acceptables. Cette évolution, de concert avec l'industrie florissante de la pornographie où les femmes sont sexuellement consommées, évacuées et abandonnées aux mouches, laisse entendre que les femmes devront, pour survivre, se conformer servilement aux codes moraux de la droite. Et lorsqu'une femme sera trop pauvre ou trop âgée, ce ne sont pas ses opinions politiques ou philosophiques, si fidèles qu'elles soient à la morale traditionnelle, qui ajouteront un iota à la valeur de sa vie. L'utilisation que veut faire l'État de l'utérus d'une femme détermine déjà largement – et le fera encore plus efficacement à l'avenir – si cette femme est nourrie ou affamée, dûment logée ou confinée à un taudis, prise en charge ou laissée dans la misère à endurer de longues journées de froid, de faim et d'abandon.

Les femmes constituent aujourd'hui, aux États-Unis, la majorité des aînés et des pauvres. L'association des femmes avec la vieillesse et la pauvreté ne date pas d'hier. En 1867, Jean-Martin Charcot, surtout connu pour ses travaux sur les pensionnaires d'asiles d'aliénés, mena une étude systématique du grand âge en France. La population étudiée était composée de vieilles femmes dans un hôpital public de Paris – une population féminine, âgée, pauvre, urbaine.

Depuis, bon nombre de généralisations psychologiques et sociologiques au sujet des personnes âgées ont fait comme si la population en cause était masculine, même quand il s'agissait exclusivement de femmes, comme dans l'étude de Charcot. Les observations portant sur les personnes âgées sont surtout le fait de professionnels masculins parlant de femmes pauvres. Indice du lien tant symbolique que réel entre la vieillesse et les femmes, la première personne à recevoir un chèque de sécurité sociale aux États-Unis, après l'adoption du *Social Security Act* de 1935, était une femme, Ida M. Fuller. Aujourd'hui, alors qu'il ne fait plus aucun doute que les personnes âgées sont surtout des femmes, que les pauvres sont surtout des femmes, que les prestataires d'aide sociale sont surtout des femmes, que les hospices et hôpitaux psychiatriques abritent surtout des femmes, on ne reconnaît toujours pas le lien entre la pauvreté et le fait d'être femme ; ainsi, on n'admet toujours pas que le statut des personnes âgées est ce qu'il est parce que la majorité des vieux sont des vieilles. « De fait », écrit l'auteur d'un livre sur la vieillesse, « des tendances relativement récentes aux États-Unis ont peut-être modifié le statut des Américains âgés. L'on peut penser, par exemple, que depuis la Première Guerre mondiale, les aînés sont devenus pour la société un fardeau beaucoup plus lourd. Après tout, les femmes, les gens très âgés et ceux qui sont "coincés" dans des habitats qui se dégradent forment aujourd'hui une proportion accrue de la population vieillissante<sup>3</sup>. » Les femmes, les gens très âgés et ceux « coincés » dans des habitats qui se dégradent : des femmes, des femmes et des femmes. « Après tout », les femmes, les femmes et les femmes « forment aujourd'hui une proportion accrue de la population vieillissante » – le statut des vieux a changé, il s'est détérioré, ces gens sont devenus un fardeau plus lourd ; « après tout », ce sont des femmes. En 1930, il y avait plus d'hommes que de femmes parmi les 65 ans et plus ; en 1940, la polarité s'était inversée. En 1970, on comptait 100 femmes pour 72 hommes de plus de 65 ans. En 1990, il n'y aura « plus que »

68 hommes pour 100 femmes (pour parler comme les experts). La situation s'aggrave, dit-on : parce que lorsqu'il y a plus de femmes et moins d'hommes, la situation s'aggrave. Les vieilles n'ont pas de bébés ; elles ont survécu à leur mari ; il n'y a aucune raison de leur accorder de la valeur. Elles vivent dans la pauvreté parce que la société qui n'a pas besoin d'elles les a condamnées à mort. Leur ténacité à rester en vie leur est reprochée. Les compressions dans les programmes alimentaires et de sécurité de la vieillesse tiennent directement au fait que le gouvernement est prêt à laisser des femmes inutiles souffrir de la faim, vivre dans une pauvreté cruellement dégradante et mourir dans la misère. Aux nouvelles télévisées, des travailleurs sociaux nous disent plusieurs fois par semaine que les aînés ont faim : « Ces gens ont à peine de quoi manger pour rester en vie, dit quelqu'un, mais jamais assez pour cesser d'avoir faim. » Puis suivent des interviews de ces personnes âgées, tournées dans les cantines où celles qui peuvent marcher vont prendre leur seul repas de la journée. Ce sont surtout des femmes. Elles disent qu'elles ont faim. Nous pouvons constater, si nous nous en donnons la peine, que ce sont des femmes et qu'elles ont faim.

Parmi les personnes âgées, il y a la population des hospices. « Il existe plus de 1 000 hospices aux États-Unis – en regard d'environ 000 hôpitaux généraux – et leurs revenus dépassent 12 milliards par an », écrit Bruce C. Vladeck dans *Unloving Care : The Nursing Home Tragedy*. « On les a qualifiés de "mouroirs", de "camps de concentration" et d'"entrepôts pour agonisants". Il est prouvé que l'état des pensionnaires des hospices a tendance à se détériorer, au plan physique et psychologique, après leur placement dans ces établissements censés avoir une fonction thérapeutique, mais où l'administration excessive de drogues abrutissantes est en soi un scandale. Dans chaque État, des milliers d'hospices fonctionnent au mépris des normes gouvernementales minimales en matière d'hygiène, de personnel et de soins aux patients. Selon la meilleure évaluation of-

ficielle, environ 50 % des hospices du pays ne répondent pas aux critères minima de qualité<sup>4</sup>. » En 1978, écrit Vladeck, on trouvait encore dans certains hospices « de la viande verte et des asticots dans la cuisine, des narcotiques dans des armoires non verrouillées et des réseaux de gicleurs débranchés dans des bâtiments inflammables »<sup>5</sup>. Plus de 72 % des pensionnaires des hospices sont des femmes. Ce sont généralement des veuves ou des femmes jamais mariées, blanches, plus pauvres que la plupart de leurs homologues (70 % d'entre elles ont un revenu annuel inférieur à 000 \$, provenant surtout des prestations de sécurité sociale), et elles souffrent de plusieurs maladies chroniques. Selon le *New York Times* (14 octobre 1979), leur âge moyen est de 82 ans et la moitié d'entre elles n'ont pas de famille, ne reçoivent aucune visite et vivent de l'aide gouvernementale. Là où les conditions sont les plus terribles, c'est dans les hospices où les soins sont financés par l'Etat : les établissements destinés aux personnes sans le sou, aux bénéficiaires du programme *Medicaid*. La politique du gouvernement des États-Unis est que les personnes vieillissantes doivent devenir indigentes \* : c'est-à-dire dépenser tout l'argent qui leur reste, après quoi l'État entre en jeu, et elles ne peuvent plus se défendre contre les conditions des

---

\*. Voir Gertrude Dubrovsky, « Loose Laws Make Care of Aged Costly », *The New York Times*, 21 octobre 1979. Dans la section intitulée « How the Programs Work » (Fonctionnement des programmes), Dubrovsky explique :

[...] En avril 1977, dernière période pour laquelle ces chiffres sont disponibles, le ou la patiente d'une maison de retraite qui était bénéficiaire de *Medicaid* ne pouvait disposer d'un revenu mensuel dépassant 533,39 \$. Cependant, si cette personne voulait demeurer chez elle et recevoir des soins de santé dans la communauté, son revenu mensuel devait être inférieur à 200 \$.

Les règlements de *Medicaid* sont donc biaisés de façon à favoriser les soins en établissement.

De plus, *Medicaid* impose de strictes limites aux actifs personnels des bénéficiaires : 500 \$ pour les célibataires et 500 \$ pour les couples.

Pour être admissible à un centre de soins avec le soutien de *Medicaid*, une personne doit vendre sa maison, liquider ses actifs et en remettre le produit en cadeau au programme, ce qui lui permet d'y rester inscrite.

Elle peut également donner directement les fonds au centre de soins, comme paiement privé, jusqu'à ce que ses actifs tombent sous le niveau du montant alloué. Elle doit alors présenter de nouveau sa demande de soutien à *Medicaid*, mais peut se retrouver sur une liste d'attente.

maisons dans lesquelles elles sont parquées. Une fois indigentes, elles doivent accepter leur confinement aux conditions décrétées par l'État, faute d'argent ou d'endroit où aller. Ces conditions sont trop fréquemment la négligence, l'avilissement, la crasse et, assez souvent, le sadisme pur et simple.

La population des hospices est en grande majorité blanche. Les Noirs meurent plus jeunes que les Blancs aux États-Unis, vraisemblablement à cause d'un racisme systémique, qui se traduit par un manque de soins de santé, d'hébergement et de revenus tout au long de leur vie. Même si pas moins de 11,8 % de la population est noire, les gens de couleur ne forment que 9 % des aînés, un pourcentage qui inclut les personnes d'ethnie asiatique, autochtone et hispanique. A l'échelle du pays, la population des hospices ne comprend que 5 % de gens désignés comme non-Blancs (dont les Noirs). Le *New York Times* (21 octobre 1979) signale qu'au New Jersey, par exemple, les Noirs n'occupent que 532 des 683 places disponibles et les personnes hispaniques ou « autres », 38 (soit 6,5 %). Les Noirs en particulier semblent abandonnés sans soutien devant les maladies du grand âge et la mort ; quant à la population blanche, elle est institutionnalisée dans des conditions aberrantes – maintenue en vie mais tout juste. Si tel est le cas, la fonction sociale des hospices devient plus claire : loin des yeux, loin du cœur. Les Noirs – jeunes, adultes ou vieux – sont déjà invisibles à cause des ghettos. Les femmes noires connaissent toute leur vie la ségrégation sociale et la marginalisation. Leur souffrance est facilement ignorée par une population blanche imbue de suprématie raciale, déjà insensible à leur sort, la soi-disant « population générale ». Ce sont les femmes blanches qui deviennent pauvres et superflues avec le grand âge ; elles sont éjectées des communautés où elles sont désormais inutiles et se voient reléguées dans les hospices. Il faut les garder éloignées des jeunes femmes blanches enthousiastes de la classe moyenne, qui risquent d'être démoralisées en entrevoyant

ce qui les attend lorsqu'elles cesseront d'être utiles. Internées jusqu'à leur mort pour les punir d'avoir vécu aussi longtemps, d'avoir survécu au travail assigné à leur sexe, les femmes blanches âgées se retrouvent droguées (6,1 prescriptions en moyenne par patiente, dont plus de la moitié pour des médicaments neuroleptiques comme le Largactil et la thioridazine); condamnées par la négligence à des escarres et des infections urinaires, oculaires et auriculaires; laissées étendues dans leurs déjections ou attachées à leur lit ou à ce que l'on appelle des chaises gériatriques; parfois privées de nourriture, de chauffage ou des soins infirmiers élémentaires; parfois oubliées dans des bains d'eau brûlante (il y a eu des noyades); parfois battues, laissées avec des fractures. Jusque dans sa vieillesse, une femme a intérêt à disposer d'un homme pour la protéger. Ses seuls mérites ne lui ont valu aucune place dans la société, mais, pourvue d'un homme, elle évitera probablement d'échouer dans une de ces prisons pour vieillardes. Peu importe son âge, la société lui accorde plus de valeur si elle a un homme – et elle aura plus d'argent. Après une vie entière de discrimination économique systématique – un travail ménager non rémunéré, un revenu inférieur pour son travail salarié, des prestations moindres de sécurité sociale et, souvent, aucun droit à la pension ou aux autres avantages sociaux de son mari si celui-ci l'a quittée, même après des décennies de mariage –, elle se retrouve pratiquement sans le sou si elle est seule. La « ménagère déplacée », comme on appelle par euphémisme la chômeuse divorcée, séparée ou veuve, préfigure déjà la vieille femme « placée ».

La surmédication des femmes dans les hospices perpétue un conditionnement des femmes adultes qui est terriblement répandu : celles-ci reçoivent de 60 à 80 % des prescriptions de psychotropes, soit 60 % des barbituriques prescrits, 67 % des tranquillisants et 80 % des amphétamines. On prescrit aux femmes plus du double des médicaments donnés aux hommes pour des problèmes psychologiques identiques. Dans *The Female Fix*, Muriel Nellis cite une re-

cherche menée auprès de résidentes de l'Utah : « 69 % des femmes de plus de 34 ans sans emploi à l'extérieur du foyer et membres actives de l'Église mormone prennent des tranquillisants mineure<sup>6</sup> ». Ces femmes sont considérées à haut risque de contracter une dépendance avant l'âge de 45 ou 50 ans.

La toxicomanie et la dépendance pharmacologique des femmes atteignent des niveaux effarants. En 1977, 36 millions de femmes aux États-Unis recouraient à des tranquillisants, 16 millions à des somnifères, 12 millions à des amphétamines et près de 12 millions d'entre elles avaient commencé à prendre ces drogues sur prescription de leur médecin. Comme le précise Nellis en présentant ces statistiques \* :

Ces chiffres n'incluent pas des catégories entières d'analgésiques prescrits, qui tous ont des effets d'accoutumance et d'altération de l'humeur. Ils n'incluent pas non plus les milliards de doses distribuées directement aux patientes, sans prescription, dans les bureaux de médecins, dans les hôpitaux militaires, publics ou privés, et dans les cliniques et hospices<sup>7</sup>.

La U.S. Food and Drug Administration a signalé qu'entre 1977 et 1980, le Valium avait été le médicament le plus prescrit aux États-Unis.

Au mieux, on peut dire que le sort des femmes, le rôle féminin qui leur est dévolu dans la vie, nécessite une médication intensive par la prescription de substances psychotropes. Au pire, il faut admettre que ces médicaments leur sont prescrits parce qu'elles sont des femmes – et parce que les médecins sont majoritairement des hommes. Conditionné par sa conviction d'être différent d'elle, supérieur, le médecin mâle voit sa patiente comme étant très émotive, très troublée, irrationnelle, dépourvue de tout sens des pro-

---

\*. Témoignage du directeur par intérim du National Institute on Drug Abuse, devant le House Select Committee on Narcotics Abuse and Control en 1978.

portions et incapable de distinguer les détails de l'essentiel. À ses yeux, elle n'a aucune crédibilité pour observer sa propre condition ni même pour décrire des sensations ou des sentiments avec la moindre intégrité ou acuité. Elle est surmenée, non pas à cause des conditions objectives de son existence mais parce qu'elle est une femme et que c'est tout simplement le propre des femmes que d'être émotives et surmenées. Des médecins ont prescrit des tranquillisants pour des crampes menstruelles, qui ont une cause physiologique ; pour de la violence conjugale – on prescrit des médicaments à la femme violentée et on la renvoie chez l'agresseur ; pour des grossesses – on l'aide chimiquement à accepter une grossesse non voulue ; pour une foule de maladies d'origine physiologique que le médecin ne se soucie pas d'investiguer (alors qu'il examinerait un homme avec soin au lieu de lui prescrire un tranquillisant) ; ainsi que pour des problèmes d'ordre physiologique et psychologique liés au stress résultant de facteurs environnementaux, politiques, sociaux ou économiques. Lorsqu'un homme et une femme signalent les mêmes symptômes à des médecins, elle est renvoyée chez elle ou gratifiée d'un tranquillisant, alors qu'il bénéficie d'un examen et de tests. Le mot *hystérie* signifie souffrance de l'utérus et depuis l'Antiquité il désigne la féminité biologique. Quelques esprits sentimentaux prêtent à Freud une sensibilité féministe pour avoir fait valoir que les hommes pouvaient eux aussi être authentiquement hystériques. Il a été le premier à dire que l'hystérie pouvait se manifester chez un être dépourvu de matrice, une opinion très libérale et rebelle, mais une voix isolée. La profession médicale était d'avis que l'hystérie en tant que pathologie était exclusivement féminine parce que les femmes avaient une matrice et qu'elles étaient visiblement hystériques. Malgré l'apostasie de Freud, intégrée par la suite dans la théorie psychanalytique, l'hystérie demeure associée à la femme. Celle-ci n'a ni raison ni intellect ; elle a des émotions. Du fait d'être une femme, elle en a déjà beaucoup en partant ; lorsqu'elle en a en-

core plus que ce qu'il est socialement acceptable d'éprouver, ou que cela nuit à l'accomplissement de ses fonctions ou tâches féminines, on la met sous sédatifs ou tranquillisants. Les plaintes qu'adressent les femmes aux médecins masculins sont perçues comme des débordements émotifs. Et, de fait, les femmes apprennent dès l'enfance qu'elles ne peuvent convaincre que par l'étalage d'émotions ; elles ont donc tendance à persuader par la force de leurs sentiments, apprenant très tôt à compenser pour la quasi-certitude qu'elles ne seront pas crues parce qu'elles ne sont pas crédibles, quelles que soient la précision, la retenue et la logique dont elles font preuve. La solution à cet excès émotionnel de la femme, qu'il soit effectivement exprimé – à raison, du point de vue de cette dernière – ou fantasmé par son médecin, consiste à la maintenir grâce aux médicaments dans un état de calme, de torpeur ou de sommeil. Personne ne s'inquiète ou ne remarque que l'esprit des femmes se trouve ainsi émoussé, ou que leur vitalité et leur autonomie sont ainsi sacrifiées. La femme est valorisée pour son apparence – les paupières mi-closes sont parfois prisées – et pour son travail domestique, sexuel et reproductif, toutes choses qui n'exigent pas qu'elle soit alerte. On lui donne des médicaments parce qu'on n'a rien à perdre si elle est médicamentée, sauf ce qui est perçu comme l'aspect trop dérangeant de sa vie affective. On lui donne des médicaments parce qu'on lui accorde peu de valeur ; elle prend des médicaments parce qu'on lui accorde peu de valeur ; elle continue à prendre des médicaments parce qu'elle a peu de valeur ; les médecins continuent à lui en prescrire parce qu'elle a peu de valeur, et on ne remarque pas vraiment les effets sur elle de la toxicomanie et de la dépendance parce qu'elle a peu de valeur. Il s'agit de drogues légales, considérées comme un traitement approprié pour les femmes. Le junkie est, en général, abandonné à la violence de la rue ; la femme intoxiquée aux médicaments d'ordonnance a déjà été domptée et est gardée sous contrôle. Ces médicaments sont prescrits, bon an mal an, à des quantités incroyables de

femmes parce qu'ils servent non seulement à soutenir mais à imposer à grande échelle la politique sociale à leur égard. Ils renforcent le maintien des femmes dans des rôles, des postures et une passivité traditionnels ; ils émoussent leurs perceptions et leurs réactions face à un environnement et un statut social prédéterminé qui les dégradent, les avilissent et les enragent ; ils leur imposent le silence. L'utilisation de ces drogues pour engourdir ces masses de patientes démontre bien le peu d'importance des femmes : pour les médecins qui signent les prescriptions, pour les femmes elles-mêmes, et pour la société qui dépend de ce dopage massif pour mieux tenir les femmes tranquilles en tant que classe et invisibles ou anormales en tant qu'individus. Trente-six millions de femmes peuvent être maintenues sous tranquillisants chaque année et le pays ne s'en rend même pas compte : leur énergie, leur créativité, leur humour, leur intellect, leur passion et leur engagement ne manquent à personne. C'est dire à quel point on tient en haute estime la valeur de ces femmes, leur contribution est jugée importante, leur personnalité, marquante et leur vigueur, essentielle.

En plus d'être trop émotives, les femmes peuvent être trop grosses. En fait, il est difficile de ne pas l'être ; comme on le sait, les normes américaines de beauté imposent une minceur plus proche de la condition squelettique des victimes des camps de concentration que de toute autre physionomie socialement autorisée. La majorité des amphétamines sont prescrites comme produits amaigrissants, même quand les femmes les utilisent pour passer au travers de la routine de leur journée. La dépression est chose courante chez elles parce que les tâches ménagères sont ennuyeuses, le sexe est ennuyeux, la cuisine est ennuyeuse, les enfants sont ennuyeux et parce que les femmes détestent s'ennuyer mais n'y peuvent rien changer. La dépression est chose courante chez les femmes parce qu'elles sont souvent en colère contre leurs conditions de vie, contre ce qu'elles sont tenues de faire parce

qu'elles sont des femmes, contre la façon dont on les traite parce qu'elles sont des femmes; et la dépression est en fait de la colère retournée contre soi-même. Elle est chose courante chez les femmes parce que la vie d'une femme est souvent une série d'impasses et qu'y trouver son bonheur est la mesure de la féminité. Il y a dix ou vingt ans, les médecins prescrivaient des amphétamines à qui mieux mieux. Ils sont plus prudents aujourd'hui, et pas seulement parce que les amphétamines saccagent l'organisme : elles ont surtout pour effet d'éloigner les femmes de la féminité pour les amener à l'agressivité, à la dysphonie sociale et à une paranoïa qui menace leur docilité comme partenaire sexuelle. Malgré la gravité des dépendances qu'ils créent, les tranquillisants et les somnifères interfèrent beaucoup moins avec la vie qu'est censée mener une femme. Les médecins justifient la prise d'amphétamines – par exemple, chez ces 12 millions d'utilisatrices par an – parce que les femmes doivent maigrir. Celles-ci se procurent la drogue en disant qu'elles veulent ou doivent maigrir, quelle que soit leur taille; les médecins prescrivent la drogue sans expliquer ses caractéristiques et ses effets – ils ne mentionnent surtout pas l'accoutumance et l'euphorie qu'elle crée. La femme sait que sa valeur tient à devenir ce que l'homme veut avoir; elle n'a aucun sentiment d'identité personnelle en dehors de ce qu'il pense qu'elle devrait être. Les médecins mâles partagent essentiellement les mêmes valeurs masculines; et les femmes acceptent leur autorité en tant qu'hommes, pas seulement en tant que médecins. Le corps des femmes est évalué en fonction d'une esthétique sexuelle, et non d'une éthique médicale. Les amphétamines prescrites par un médecin renforcent la règle misogyne voulant que la seule richesse d'une femme soit son corps en tant qu'objet, et que tout acte d'auto-destruction – comme la prise d'amphétamines – soit justifié et la rende plus attrayante sexuellement s'il fait d'elle ce que veulent les hommes. Les médecins acceptent et parfois encouragent cette logique;

souvent ils y adhèrent et la transmettent aux femmes. Si elles ne sont pas minces, que sont-elles ? Une telle norme ne pourrait être appliquée à un individu ou à un groupe respecté ou qui se respecte ; elle est appliquée aux femmes de façon implacable, et pas aux hommes.

Mais les médecins savent que les femmes se servent des amphétamines non seulement pour maigrir mais aussi pour rester éveillées tout au long de journées brutalement soporifiques ; pour repousser des accès paralysants de dépression liés à leur qualité de vie, à la perception réaliste qu'elles en ont ; pour trouver l'énergie de mettre un pied devant l'autre dans une vie qu'elles détestent mais se sentent impuissantes à changer. C'est ainsi que même les amphétamines – aux effets apparemment opposés à ceux des tranquillisants et des sédatifs – maintiennent chaque femme dans sa vie telle qu'elle est et telle qu'une société patriarcale tient à ce qu'elle soit ; ces drogues lui permettent d'être fonctionnelle dans la sphère domestique, qu'elle s'y consacre exclusivement ou non, dans les habitudes de la féminité, dans l'exécution des tâches routinières d'une vie qui la rend profondément insatisfaite. Et l'impératif social consiste à l'y maintenir quoi qu'il lui en coûte au plan personnel. Alors les médecins rédigent les prescriptions. Les amphétamines prescrites la font continuer à se conformer alors qu'elle était prête à s'arrêter tout net, la font demeurer une femme alors qu'elle préférerait devenir carrément inerte et inanimée, lui font continuer à faire ce qu'elle ne pourrait arriver à faire sans médication.

Ces drogues – amphétamines, tranquillisants et sédatifs – sont des agents de contrôle social ; une élite masculine exerce ce contrôle ; les femmes sont la classe contrôlée. L'empressement des médecins – des professionnels mâles de la médecine – à médicamenter systématiquement les femmes et la perception qu'ils ont d'elles qui les amène à agir ainsi démontrent le caractère superflu des femmes, l'absence essentielle chez elles d'une valeur qui serait

mesurée à l'aune de critères humains plutôt qu'en fonction de normes régissant les fonctions féminines. On ne bourre pas de drogues les meilleurs éléments d'une société; on n'encourage pas la toxicomanie chez ceux qui ont un travail à accomplir, un avenir relativement prometteur et le droit à la dignité et à l'estime de soi. En recourant aux drogues, les médecins jouent leur rôle dans la régulation sociale des femmes. Et ils se sont montrés disposés – parfois même enthousiastes – à aller plus loin. Il y a plusieurs décennies, les clitoridectomies étaient en vogue alors que les médecins jouaient du bistouri afin de contrôler la délinquance sexuelle chez les femmes. Aujourd'hui, après quelques années d'impopularité, l'intervention psychochirurgicale a de nouveau l'aval de certains médecins. Dans une société violente, disent-ils, elle est plus qu'utile : elle est nécessaire. La patiente idéale pour la lobotomie serait la femme noire. Sa violence semble tenir au simple fait d'être une femme noire. C'est le sujet idéal puisque cette intervention ne l'empêchera pas de s'acquitter des fonctions auxquelles elle est le mieux adaptée : elle pourra être femme suivant toutes les règles conventionnelles, et continuer à nettoyer les maisons des autres.

Les chirurgiens n'ont à intervenir cependant que là où les programmes d'aide sociale ont échoué à créer un bassin de travailleuses noires sous-payées. Dans *Regulating the Poor : The Functions of Public Welf\**, Frances Fox Piven et Richard A. Cloward démontrent que l'on a versé moins d'aide sociale aux femmes noires qu'aux femmes blanches – forçant les premières à accepter des tâches serviles pour subsister – ou qu'elles ont été complètement écartées de l'aide so-

---

\*. Un livre important qui analyse la valeur économique liée au racisme en régime capitaliste, mais qui ne tient pas compte hélas de l'exploitation des femmes en tant que telles, d'où une analyse superficielle des mécanismes de contrôle sociaux et sexuels imposés aux personnes assistées sociales. Piven et Cloward ne prennent pas suffisamment au sérieux la nature ubiquitaire de ces mécanismes, qui semblent presque se renouveler d'eux-mêmes; ils ne voient pas que tant que l'oppression sexuelle demeure intacte, ces mécanismes referont constamment surface, même lorsque des réformes semblent les avoir éliminés.

ciala par des gestionnaires qui ont manipulé les règlements afin d'en exclure les Noirs, conformément aux politiques racistes d'administrations municipales ou de certains États. Cette forme de discrimination a surtout été le fait des États du Sud, mais on l'a également constatée dans d'autres régions du pays :

Divers mécanismes permettent aux services d'aide sociale du Sud de refuser ou de réduire les versements aux Noirs, afin de les maintenir dans le marché du travail déqualifié. La règle de la « mère apte au travail » [selon laquelle une mère doit travailler si le service d'aide sociale détermine qu'il existe du travail qui lui convient] [...] a été appliquée aux femmes noires de façon discriminatoire : quand on a besoin de main-d'œuvre aux champs, les agents d'aide sociale du Sud tiennent pour acquis qu'une noire est apte au travail, mais pas une femme blanches.<sup>8</sup>

Ces machinations du régime d'aide sociale sont courantes et omniprésentes. Contrairement à certaines idées reçues, le système a travaillé d'arrache-pied à écarter les femmes noires de l'aide sociale, à les rendre encore plus marginales et souvent encore plus pauvres que les prestataires d'aide sociale. Ses exigences spécifiques peuvent changer – par exemple, quelles femmes doivent travailler, quand et pourquoi – mais le genre de régulation que le système d'aide sociale cherche à imposer aux femmes pauvres ne change pas. La règle de la « mère apte au travail » a d'abord été invoquée en 1943 en Louisiane ; la Géorgie a adopté le même genre de règlement en 1952 ; en 1968, un tribunal fédéral siégeant à Atlanta a abrogé ce règlement de la Géorgie, et on a généralement cru que cet arrêt invalidait l'influence de cette règle dans les États où elle existait. Pourtant, un an plus tôt, le Congrès avait exigé des États qu'ils imposent aux mères assistées sociales d'accepter du travail ou de suivre des formations à l'emploi – une loi appliquée de manière erratique et donc sujette aux mêmes abus que l'ancien règlement de la « mère apte au tra-

vail ». La forme de contrôle imposée par l'appareil d'aide sociale aux femmes pauvres ne change pas, parce que la population que l'aide sociale a pour but de contrôler ne change pas ce sont les femmes.

La question du « travail convenable » est un autre enjeu récurrent dans le régime de l'aide sociale : que doit-on attendre des femmes qui ont des enfants ? Devraient-elles travailler à l'extérieur ou rester à la maison ? Quel genre de travail leur offre-t-on ou les force-t-on à accepter ? Ce travail est-il entièrement déterminé par des jugements préconçus à propos de leur nature – que peut-on et doit-on exiger d'elles parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles sont femmes et noires, femmes et blanches, femmes et pauvres, femmes et non mariées ? À New York, des prestataires disent avoir été fortement incitées à se prostituer par leur agent d'aide sociale, sous menace d'exclusion, parce que l'agent savait qu'elles pourraient gagner gros à faire le trottoir. Il arrive également qu'en situation d'urgence des assistées sociales se fassent dire de gagner l'argent dont elles ont besoin en faisant quelques passes. Dans l'État du Nevada, où la prostitution est légale, des assistées sociales ont été exclues du régime pour avoir refusé d'accepter la prostitution comme emploi convenable ; une fois reconnue comme emploi légal, réglementé par l'État, il n'y a plus de raison pour s'y refuser. Qu'elle soit légale ou non, la prostitution est depuis longtemps considérée comme un emploi convenable pour les femmes pauvres. Cela est particulièrement cynique de la part du régime d'aide sociale, puisque les assistées sociales ont longtemps subi des « vérifications de fornication » – soit des interrogatoires détaillés concernant leurs relations sexuelles, l'identité du père de leurs enfants qualifiés d'illégitimes, et leurs habitudes, activités et partenaires – et puisqu'on leur a refusé l'aide sociale si elles vivaient avec un homme, si un homme passait du temps chez elles, ou si elles avaient une relation intime avec lui. Leur domicile pouvait être visité à tout moment : les inspections avaient souvent lieu au beau milieu de la nuit, lorsque

les agents s'attendaient à trouver l'objet masculin du délit ; les tribunaux ont mis fin à ces inspections nocturnes, mais elles demeurent légales de jour. Les lits, placards et vêtements étaient inspectés pour y déceler toute trace de présence masculine. On accusait même parfois du crime de fornication les mères d'enfants illégitimes, afin de leur enlever le droit à l'aide sociale. Par exemple, dans une cause typique, une femme du New Jersey a été reconnue coupable de fornication et condamnée avec sursis ; on l'a forcée à nommer le père, qui a été emprisonné. Les agents d'aide sociale étaient autorisés à interroger les enfants au sujet de la vie sociale et sexuelle de leur mère. On a exigé d'assistées sociales qu'elles indiquent la date de leurs règles. Les assistées sociales n'ont jamais eu aucun droit à une vie sexuelle privée ; dans ce contexte, le fait de les diriger vers la prostitution correspond tout à fait à ce refus de leur permettre d'avoir des relations sexuelles privées, intimes et choisies. La prostitution est la perte ultime d'une vie sexuelle privée. Les gains obtenus devant les tribunaux au cours des années 1960 pour rétablir les droits de ces femmes à une vie privée sont aujourd'hui annulés par de nouveaux règlements et politiques d'aide sociale qui utilisent les mêmes vieilles méthodes pour contrôler la même population. Ces pratiques refont surface sous de nouveaux habits mais reposent sur les mêmes vieilles attitudes ; elles infligent aux assistées sociales les mêmes vieux sévices cruels. L'État est un amant jaloux, sauf quand il se fait proxénète.

Le plus important programme fédéral d'aide sociale est celui qui concerne les femmes et leurs enfants à charge : *Aid to Families with Dependent Children* (AFDC). En 1977, 52 % de ses bénéficiaires étaient blanches, 43 % étaient noires et 4,4 % étaient désignées comme « autochtones ou autres ». L'aide sociale définit fondamentalement la valeur que l'État accorde aux femmes en tant que femmes ; les bases philosophiques et les stratégies pratiques du régime de l'aide sociale sont déterminées par la condition

des femmes<sup>\*</sup> ; la structure raciste des classes sociales fournit un contexte où les femmes peuvent être isolées, punies et détruites en tant que femmes. Dans le régime de l'aide sociale, le racisme aggrave de toutes sortes de façons la condition particulièrement vulnérable des femmes noires. Mais la politique avilissante intégrée au système général de l'aide sociale, et particulièrement au programme AFDC, a pour origine les attitudes sociales à l'égard des femmes : le mépris sexuel, les préjugés paternalistes à leur égard, les codes moraux qui les ciblent exclusivement, les concepts d'immoralité qui n'ont plus cours mais qui leur sont appliqués. Les femmes qui ne sont pas assistées sociales souffrent cruellement de ces mêmes attitudes misogynes endémiques ; mais les assistées sociales n'ont rien pour se protéger de l'exercice policier d'une autorité et d'un pouvoir d'État qui les avilit parce qu'elles sont des femmes et que l'État est le véritable chef du ménage. Le programme AFDC contrôle celles qui n'ont pas de mari pour les tenir en respect ; il gère les femmes au quotidien, les tient continuellement affamées, dépendantes, désespérées et accessibles ; il les force à voir leurs enfants souffrir de la faim, manquer de vêtements et d'instruction ; il leur dit exactement ce qu'elles valent, en dollars et en cents, aux yeux de leur seigneur et maître, l'État. En 1979, elles valaient 111 \$ par mois en Alabama, 144 \$ en Arkansas, 355 \$ au Connecticut, 162 \$ en Floride, et ainsi de suite. C'est à Hawaï qu'elles valaient le plus : 389 \$ par mois, et au Mississippi, le moins : 84 \$. Dans l'État de New York, dont le budget d'aide sociale est le plus gros aux États-Unis, elles valaient 370 \$. C'étaient là les montants mensuels versés à chaque famille, c'est-à-dire pour une femme et ses enfants à charge.

Les critères des « emplois convenables » sous quelque forme

---

\*. Ce qui ne veut aucunement suggérer que l'aide sociale n'a pas de conséquences dévastatrices pour les hommes noirs. Il s'agit plutôt de noter que l'on ne peut comprendre l'ensemble du système, y compris son impact sur les hommes noirs, que dans la mesure où l'on réalise que la féminisation des personnes opprimées fait partie des politiques publiques et est donc fondamentalement liée à l'avilissement des femmes en tant que classe.

qu'ils se présentent, sont utilisés pour avilir les femmes, pour les punir d'être pauvres en les enfermant dans un piège terrible : elles ont des enfants à faire vivre et le seul travail qu'on leur offre ne suffit pas à les nourrir ; c'est un travail dégradant, sans avenir, dérisoire, intrinsèquement exploiteur ; quant à celles dont le mari a un peu d'argent ou un bon emploi ou un emploi stable, on les incite à rester à la maison et à être de *bonnes* mères. Comment une assistée sociale est-elle censée être une bonne mère ? La réponse est toujours la même : pour commencer, elle n'aurait pas dû avoir d'enfants, et elle n'est pas censée en avoir d'autres, et sa souffrance n'est rien de plus que ce qu'elle mérite. Le régime de l'aide sociale combine les impératifs du sexe et de l'argent : trouve un homme pour t'épouser et te faire vivre ou nous te punirons, toi et les tiens, jusqu'à te faire désespérer de la vie. Le régime de l'aide sociale combine aussi les impératifs de la moralité et de l'argent : tes manières éhontées t'ont valu de tomber enceinte, ma fille ; maintenant, sois gentille ou on te fera la peau. Même quand on parle d'un emploi convenable, ce message est toujours dans l'air : tu ne serais pas ici si tu n'avais pas fauté ; alors tu vas aller où on te dit d'aller et tu vas faire ce qu'on te dit de faire, parce que c'est ce que tu mérites parce que tu n'es pas une bonne fille.

C'est dire qu'en plus des emplois convenables, le système d'aide sociale s'est occupé – et entend continuer à le faire – de ce qu'il appelle des « foyers convenables » et de ce que l'on peut appeler, de façon plutôt redondante, une « moralité convenable ». La plupart des programmes AFDC ont été créés au tournant des années 1940 ; dès 1942, des lois définissaient les « foyers convenables » dans plus de la moitié des États. Elles obligeaient les femmes à respecter certaines normes sociales et sexuelles pour être admissibles aux prestations : par exemple, la présence d'enfants illégitimes rendait un foyer non convenable ; toute infraction aux comportements sociaux conventionnels de la part des femmes pouvait avoir le même effet ;

toute vie sexuelle explicite ou susceptible d'être remarquée, aussi. Les femmes pouvaient garder leurs enfants – les foyers étaient jugés assez convenables pour cela – mais elles perdaient droit à tout soutien du vertueux gouvernement. Comme le montrent clairement Piven et Cloward, cela signifiait que les femmes devaient accepter tout ce qu'elles pouvaient trouver comme boulot, y compris les tâches les plus ingrates : elles n'avaient tout simplement aucun autre recours. Mais cela signifiait aussi que l'État était devenu l'instrument de Dieu : la mission de l'aide sociale a consisté, dès ses débuts, à punir les femmes d'avoir eu des rapports sexuels hors mariage, d'avoir eu des enfants hors mariage, d'avoir eu des enfants tout court – bref, d'être des femmes. Fort de son moralisme, le système d'aide sociale, et ceux qui en rédigeaient et appliquaient les politiques, affamaient les femmes pour les punir d'avoir des « foyers non convenables », c'est-à-dire des enfants illégitimes.

Les mères et leurs enfants à charge sont massivement exclus des registres de l'aide sociale dès que le gouvernement d'un État décide que sa pureté est compromise parce qu'il donne de l'argent à des femmes immorales. Exemple typique de ces purges : en 1959 en Floride, 000 familles, qui comptaient plus de 3 000 enfants, ont été privées de prestations en vertu de la loi sur les foyers convenables. Selon un rapport du ministère de la Santé, de l'Éducation et de l'Aide sociale, ces familles satisfaisaient à tous les critères d'admissibilité mais elles ont été privées de prestations « lorsqu'un ou plusieurs enfants étaient illégitimes [...] ou lorsque le travailleur social a estimé que la conduite sexuelle passée ou présente de la mère n'était pas acceptable selon l'esprit de la loi »<sup>9</sup>. D'autres administrations, dont certains États du Nord, en ont fait autant. Parce qu'ils sont illégitimes, les enfants sont élevés dans un foyer non convenable ; on peut donc les laisser mourir de faim. Voilà un bel exercice de moralité par l'État. Le bénéfice qu'il en tire est concret : la femme est forcée d'assumer les tâches les moins payées ; en termes éco-

nomiques, l'aide sociale sert d'instrument raffiné au pouvoir d'État et au capitalisme. Malgré son chaos apparent, elle joue un rôle de poids : créer et maintenir un bassin de main-d'œuvre dépréciée, disponible à vil prix. Quant à son autre fonction, l'aide sociale n'a pas encore atteint autant de raffinement. Elle est censée empêcher ces femmes d'avoir des enfants, les décourager, les punir, les forcer à en avoir moins. Elle est censée utiliser les armes jumelles de l'argent et de la faim – renforcées par la peur de souffrir et de mourir – pour empêcher ces femmes de se reproduire. La stérilisation a des antécédents législatifs aux États-Unis : en 1915, treize États disposaient de lois sur la stérilisation obligatoire (pour les « dégénérés ») ; en 1932, vingt-sept États imposaient légalement la stérilisation à diverses catégories de personnes inadaptées sociales. Comme l'a écrit Linda Gordon dans *Woman's Body, Woman's Right* : « La campagne de stérilisation avait tendance à associer la dépendance économique à la faiblesse d'esprit congénitale, voire pire<sup>10</sup>. » On l'a maintes et maintes fois allégué : si ces femmes vont continuer à avoir des bâtards, nous avons le droit après le deuxième, le troisième ou le quatrième, de les arrêter, de les stériliser – pour leur propre bien et parce que c'est nous qui payons la facture. Concrètement, la stérilisation a été pratiquée sur les femmes pauvres de manière assez aléatoire. Les tribunaux ne sont pas encore allés jusqu'à donner carte blanche à l'État pour qu'il puisse faire ligaturer les trompes d'une femme parce qu'elle est assistée sociale. Mais quand des médecins stérilisent une femme prestataire du programme Medicaid, ils sont conscients de se conformer à l'intérêt du gouvernement, gestionnaire de l'aide sociale ; et le gouvernement n'hésite pas à payer le médecin pour sa bonne action. À ce jour, l'État s'est contenté de stratégies assez frustes pour empêcher les assistées sociales d'avoir des enfants. Il a tenté de policer leurs relations sexuelles, leur imposer la chasteté, tenir les hommes hors de chez elles, les punir d'avoir des enfants illégitimes et les affamer elles et leurs enfants : la poli-

tique d'État à leur égard est d'un paternalisme absolu, cruel, meurtrier.

Les politiques du régime d'aide sociale ont habituellement été interprétées en fonction de leur impact sur les hommes noirs. Dans la perspective de l'État (de sa police), il s'agit d'empêcher un faînéant de profiter des versements faits à une femme ; d'empêcher des hommes de frauder le régime d'aide sociale en utilisant des prestations destinées aux femmes et aux enfants. Il dit vouloir ramener les familles noires en mode patriarcal, c'est-à-dire sous l'autorité d'un homme, pour des raisons de moralité traditionnelle ou d'économie ; de forcer les hommes noirs à épouser des femmes noires et à devenir légalement responsables des enfants. Dans le camp antiraciste, la politique d'aide sociale a plutôt été décrite comme un effort concerté pour détruire les hommes noirs ou la famille noire ; celle-ci, lorsque dirigée par une femme, est perçue comme intrinsèquement avilie. Pour les deux camps, l'homme noir absent reste l'enjeu politique central et prioritaire. Ni l'un ni l'autre ne décèle le sens véritable de la politique de l'aide sociale, puisque chacun s'en tient à l'homme comme figure clé du drame. L'État ne projette, bien sûr, aucune dignité économique pour cet homme, sinon il n'attiserait pas le chômage des hommes noirs par ses politiques économiques ni ne créerait, par le biais de l'aide sociale, une situation où des maris sont forcés d'abandonner femmes et enfants pour leur permettre de manger. Quant à la perspective antiraciste, elle perd de vue des effets plus graves et beaucoup plus néfastes que les impacts de l'aide sociale sur les seuls hommes, puisque c'est par une régulation sociale des femmes que l'État a surtout tenté de bloquer ou considérablement réduire la reproduction. La thèse selon laquelle l'État aurait agi pour promouvoir la famille conventionnelle dominée par un homme (en persécutant les mères non mariées, par exemple) n'est valide qu'à première vue. Si tel était son véritable intérêt, l'État miserait sur d'autres politiques en appui au même objectif. C'est plu-

tôt le contrôle des femmes dont s'est directement occupé le régime d'aide sociale. Les règles les plus intrusives et les plus avilissantes de ce système ont, depuis ses débuts, toujours ciblé les femmes en tant que femmes : il s'est toujours agi d'une régulation genrée de la maternité et du sexe. Ces politiques ont toutes pour effet de définir la valeur reproductive des assistées sociales aux yeux de l'État, et cette valeur est presque entièrement négative\*.

La nécessité de l'aide sociale (du point de vue des personnes plutôt que de l'État) tient à la discrimination économique systématique infligée aux femmes – où les femmes noires vivent les pires privations – ainsi qu'à l'avilissement sexuel systématique des femmes. L'aide sociale est le strict minimum vital accordé aux personnes qui, du fait d'être femmes et pauvres, mourraient autrement à petit feu. Celles à qui on supprime l'aide sociale, dans la quête incessante de personnes pauvres mais pures, écopent d'emplois qui sont payés *moins* que ce qu'accorde l'aide sociale – et l'aide sociale n'accorde que des miettes. Elles travaillent, à la satisfaction des prosélytes de l'éthique protestante du travail, mais continuent d'avoir faim. La pauvreté des femmes est aberrante. En décembre 1981, le U.S. Bureau of Labor Statistics a établi que le taux de chômage des femmes chefs de ménage dépassait presque du double celui des hommes chefs de ménage : 10,6 % pour les femmes contre 5,8 % pour les hommes. Dans un reportage sur l'industrie du sexe, le journaliste Gay Talese a trouvé révélateur à propos de la libération sexuelle le fait que les employées de salons de massage qui le masturbaient avaient des baccalauréats, *voire* des doctorats. C'est effectivement révélateur – mais de ce que les femmes sont obligées de faire pour gagner leur vie, même pourvues d'une formation universitaire et de diplômes d'études supérieures. Le régime d'aide sociale, en cherchant à contrôler les femmes et, au final, à détruire

---

\*. La seule valeur positive prêtée aux femmes et à leur progéniture est de constituer une main d'œuvre à rabais, comme on l'a vu plus tôt dans ce chapitre.

celles qui sont superflues (les femmes noires et blanches pauvres, les Hispaniques et celles de tout groupe marginal), peut miser sur leur pauvreté persistante en tant que femmes ; leur condition ne s'améliorera jamais, parce qu'elles sont des femmes et qu'elles n'ont aucun moyen d'ascension sociale, sinon épouser un homme plus fortuné. La pauvreté de ces millions de femmes est chose assurée, de même que l'accès continu de l'État à leur vie et leur humiliation sexuelle permanente du fait de cette intrusion, puisque les services d'aide sociale constituent jusqu'à maintenant l'exécuteur principal des politiques de l'État. Comme l'aide sociale a eu pour objectif d'endiguer la reproduction des femmes pauvres (dans le meilleur des cas), l'intrusion de l'État se poursuivra dans leur vie reproductive, et le racisme endémique aux États-Unis continuera d'imposer systématiquement aux femmes noires les risques les plus élevés à cet égard. Cette intrusion se fera, comme toujours, sous prétexte de moralité, une moralité appliquée exclusivement aux femmes, une moralité qu'aucun sénateur ou congressiste de droite ne songerait à faire imposer aux hommes par le biais de l'État. Elle portera aussi le masque – chez des intervenants plus séculiers – d'une sollicitude pour la famille noire : contrôler la promiscuité sexuelle dont on accuse la femme noire, restaurer la place de l'homme noir dans la chambre du maître (si tant est qu'il s'en trouve dans le quartier). Ces discours dissimuleront une vérité tout autre : l'État veut, par le régime de l'aide sociale dans son ensemble, contrôler la fécondité de la femme et il ne laissera jamais l'homme noir échapper à l'exclusion. L'État réglemente l'utilisation sexuelle des femmes non assistées sociales pour le bénéfice des hommes en tant que classe, et il tente de contrôler la fécondité de ces femmes avec le concours de tous les hommes dont il représente les intérêts : à la fois amants, pères, maris, violeurs et policiers. Mais l'État est le *propriétaire* direct de la sexualité des femmes assistées sociales – de son point de vue, du moins – et il veut posséder également leur fécondité. L'État

exerce parfois ce droit de propriété de manière explicite, quand il impose de soi-disant normes morales à une catégorie particulière de femmes : il punit parfois des femmes d'avoir eu des enfants contre sa volonté. Le fait d'affamer lentement et d'avilir ces femmes n'est pas encore généralement perçu comme un acte génocidaire ; le génocide n'est pas inscrit comme tel dans la politique de l'État. La raison en est le caractère fruste des outils politiques et juridiques dont a disposé le régime d'aide sociale dans ses efforts pour contrôler la reproduction des femmes pauvres. Mais l'avortement illégal, dont le retour se profile à l'horizon avec le monstrueux *Human Life Amendment*, et la stérilisation forcée, pratiquée jusqu'à maintenant de façon sporadique mais qui se dessine depuis longtemps comme le véritable projet du gouvernement, vont rendre concrète, efficace et franchement inévitable une politique génocidaire. Quand l'avortement est illégal, les femmes noires, hispaniques et pauvres sont massacrées \*. Permettre au gouvernement de légiférer sur l'utérus – comme dans le *Human Life Amendment* – ouvrira la porte à une politique explicite de stérilisation forcée. L'État ne peut en faire une politique explicite avant que ne soit instaurée une mesure comme le *Human Life Amendment*, c'est-à-dire avant que l'avortement ne soit, au plan juridique, assimilé à un meurtre et puni comme un meurtre. C'est ainsi que l'État sera littéralement habilité à investiguer la matrice d'une femme, ses menstruations, ses pertes. Le jour où chaque ovule fécondé devra être mené à terme, qu'allons-nous faire de toutes ces salopes débauchées, pauvres et stupides qui ne cessent d'avoir des bâtards ? Après tout, le gouvernement n'a-t-il pas le droit d'obliger ces femmes à arrêter d'avoir des bébés ? N'est-ce pas le gouvernement qui paie la note ? Ces femmes ne sont-elles pas immorales, lorsqu'elles baisent à gauche et à droite et ont des enfants pour l'argent de l'aide sociale ? Si chaque ovule fécondé doit être mené à terme – sous peine d'une accusation de meurtre

---

\*. Voir le chapitre 3, « L'avortement », p. 77.

contre les récalcitrantes –, ne vaut-il pas mieux insister pour que les femmes qui prennent l'argent du gouvernement se fassent ligaturer ? Et n'est-ce pas que cette combinaison de l'avortement illégal – aujourd'hui prohibé comme jamais auparavant, par un interdit de concevoir – et de la stérilisation forcée satisfait enfin au projet de moins en moins secret de l'aide sociale, celui de fournir à l'État les moyens de contrôler, absolument et efficacement, la fécondité des femmes pauvres ? Suffisamment de femmes pauvres pourront avoir suffisamment de bébés pour répondre aux besoins de main-d'œuvre à rabais ; les autres sont superflues.

Qu'arrivera-t-il aux femmes, celles-là et toutes les autres, quand les outils de contrôle de leur reproduction ne seront plus aussi frustes au plan technologique (médical) ? Quand la technologie sera en mesure d'assister ce saut politique et juridique dans un univers orwellien ? Qu'arrivera-t-il aux femmes quand la vie pourra être créée en laboratoire et que les hommes pourront contrôler la reproduction non seulement socialement mais aussi biologiquement et de façon réellement efficace ?

La valeur de la vie d'une femme dépend de sa valeur reproductive. Qu'arrivera-t-il à toutes les femmes qui ne sont pas entièrement nécessaires parce que *leurs* enfants en particulier ne sont pas entièrement désirables ? Les vieilles femmes qui meurent de faim dans la pauvreté meurent ainsi parce que leur vie reproductive est terminée et qu'elles ne valent rien. Les vieilles femmes incarcérées dans des hospices inhumains se trouvent là parce que leur vie reproductive est terminée et qu'elles ne valent rien. Les femmes trop pauvres ou trop noires ou trop brunes et qui ont trop d'enfants sont affamées, menacées, avilies et tuées à petit feu par une négligence endossée par l'État *parce qu'elles* ont des enfants, parce qu'elles se reproduisent trop et parce que leur reproduction a une valeur négative caractérisée par un mépris qui les anéantit.

Les millions et millions de femmes tenues en respect chaque an-

née par l'administration judicieuse de psychotropes sont chimiquement rendues heureuses, calmes, tranquilles, ou suffisamment énergiques pour tenir le coup, porter les enfants, les éduquer et tenir la maison pour leur mari, même si leur vie les remplit de détresse et que c'est la dépendance qui assure leur conformité. Elles aussi font partie d'une population de femmes jetables : parce que leur bien-être dépend cruellement d'une norme préétablie de ce qu'est une femme, de ce que fait une femme et de ce dont une femme a besoin pour être une femme (continuer à avoir des activités féminines, que ça lui plaise ou non). Que valent les vies de toutes ces femmes ? Y a-t-il quoi que ce soit dans la façon dont on les perçoit ou les évalue qui conforte leur dignité humaine à titre d'individus ? Elles ont déjà si peu d'importance. On les traite avec cruauté ou grossière indifférence. On s'est déjà débarrassé d'elles : les rejeter fait partie des politiques publiques. Qu'arrivera-t-il aux femmes quand la reproduction – la seule capacité des femmes dont les hommes ont vraiment besoin (la veuve Poignet pouvant suppléer au reste en période de disette...) – ne sera plus le domaine exclusif de la classe des femmes ? Quand les hommes pourront fabriquer des bébés, qu'arrivera-t-il aux femmes qui ne disposent que d'un seul argument pour faire valoir l'importance de leur existence, à savoir que leur capacité reproductive vaut bien un petit quelque chose (un toit, de la nourriture, du réconfort, un tant soit peu de respect) ?

\*\*\*

*Et pourtant, il existe une solitude que chacun d'entre nous garde toujours par devers soi, plus inaccessible que les montagnes glaciales, plus profonde que l'océan de minuit; la solitude du moi. Cet être intérieur que nous appelons notre moi, l'œil ou la main de l'homme ou de l'ange ne l'a jamais approché. Il est plus caché que les cavernes du gnome, que l'adytum sacré de l'Oracle, que*

*la chambre secrète du mystère Éleusinien, puisque seule l'omniscience peut y avoir accès.*

*Telle est la vie individuelle. Qui, je vous le demande, peut assumer, ose assumer les droits, les obligations, les responsabilités d'une autre âme humaine ?*

Elizabeth Cady Stanton, discours, le 18 janvier 1892

*L'amour, dans le monde, ça n'existe pas. Les femmes, c'est des Niakoués. Les femmes, elles sont mauvaises. Des créatures de la famille des communistes, des jaunes, des hippies. On reprend la marche pour apprendre à faire du corps à corps. Blyton fait un sourire vicieux, se fout de nous et beugle sa petite comptine. « Si tu veux sauver ta peau, t'as intérêt d'être agile, mobile, hostile. » On chante les mots : a-gile, mo-bile, hos-tile. On les fait sonner.*

Tim O'Brien, *Si je meurs au combat*

Il existe deux modèles qui décrivent essentiellement la façon dont les femmes sont socialement contrôlées et sexuellement utilisées : le modèle du bordel et celui de la ferme.

Le modèle du bordel est lié à la prostitution, au sens strict ; des femmes rassemblées aux fins d'être utilisées pour le sexe par des hommes ; des femmes dont la fonction est explicitement non reproductive, presque antireproductive ; des animaux sexuels en rut ou qui feignent de l'être, s'affichant pour le sexe, qui se pavanent et posent pour le sexe.

Le modèle de la ferme est lié à la maternité, aux femmes en tant que classe ensemencées par le mâle et moissonnées ; des femmes utilisées pour les fruits qu'elles portent, comme des arbres ; des femmes allant de la vache primée à la chienne pelée, de la jument pur-sang à la triste bête de somme.

Ces deux pôles de la condition des femmes ne sont distincts et opposés qu'en surface, au plan conceptuel. Ce sont les hommes qui

en font deux pôles et qui insistent sur leur distinction, leur opposition. Cette prétention masculine est intériorisée et réitérée jusqu'à ce qu'il soit plus facile de répéter le concept par cœur que de voir la réalité. Mais le concept n'est exact (descriptif) que d'un point de vue masculin – c'est-à-dire si l'on accepte les définitions masculines des actes et des femmes en cause. Tout au long de la vie des femmes, soit selon une perspective de femme, ces deux conditions se chevauchent et s'entrecroisent, chacune renforçant l'efficiace de l'autre. Toute femme peut être à la fois prostituée et mère, prostituée et épouse (une mère éventuelle), ou l'une et puis l'autre, dans n'importe quel ordre ; et toute femme peut être sujette à la fois aux règles propres aux modèles du bordel et de la ferme. En général, les femmes sont plus nombreuses à devenir mères que prostituées.

Les euphémismes de la religion et de l'amour romantique empêchent habituellement les femmes de comprendre que le modèle de la ferme les concerne directement et personnellement. Les femmes d'aujourd'hui ne se perçoivent ni comme des vaches, ni comme une terre que l'homme ensemeuce ; pourtant, le mariage patriarcal incorpore l'une et l'autre de ces traditions saisissantes qui définissent les femmes ; les textes de loi ont pour socle ces mêmes images et concepts de ce à quoi servent les femmes ; et l'usage des femmes comme vaches et comme terre a été au cœur de leur histoire. La façon dont les femmes sont traitées, évaluées et utilisées diffère remarquablement de leur perception d'elles-mêmes. La légende veut que les vampires ne puissent voir leur reflet dans les miroirs ; mais ici, ce sont les victimes des vampires qui disparaissent à leurs propres yeux : l'image qui leur serait renvoyée – vache, terre, utérus, moissonnée, labourée, ensemeucée, récoltée, envoyée paître et desséchée – détruirait toute illusion d'individualité permettant à la plupart des femmes de tenir le coup. Les lois qui les ont transformées en possessions découlaient d'une analogie entre les femmes et les vaches que les hommes ont jugée pertinente durant des siècles.

Quant au qualificatif de vache comme insulte sexuelle, ce n'était apparemment pour eux qu'une observation neutre, qui reflétait leur disposition du moment – c'est une vache. L'idée que l'homme enseme et que la femme est ensemencée date de l'Antiquité, et Marcuse est un de ceux qui l'ont réitérée à l'ère moderne en assimilant la femme à la terre. Le modèle de la ferme n'est pas discuté en tant que tel, même parmi les féministes : il révèle trop clairement l'impersonnalité, la dégradation et la futilité désespérées qu'implique la position subordonnée des femmes.

Le modèle du bordel est plus familier, entre autres parce que la situation des prostituées est exhibée à l'ensemble des femmes comme avertissement, menace, destin et damnation fatidiques, le châtement infernal des filles déchues châtement des femmes qui ont une activité sexuelle sans la protection du mariage et sans l'objectif de la reproduction ; châtement pour celles qui sont délinquantes ou rebelles ou sexuellement précoces ; châtement pour être femme sans les sacrements purificateurs.

Dans le modèle du bordel, il est admis que la femme ne sert qu'au sexe, sans référence à la reproduction. Elle aura peut-être quand même des bébés, mais personne ne lui devra rien : ni le père, ni l'État, ni le pimp, ni le prostitueur, personne. Certaines femmes de la gauche acceptent le point de vue gauchiste masculin pour qui il s'agit là d'une avancée gigantesque pour les femmes, pour qui cette séparation du sexe et de la reproduction est en réalité une forme de liberté – la liberté vis-à-vis la contrainte domestique et la soumission domestique, la liberté face à un couplage intrinsèquement totalitaire entre le sexe et la reproduction. Elles ne comprennent pas que, dans le modèle du bordel, le sexe est dissocié de la reproduction pour que le sexe puisse être vendu, pour que le sexe (et non des bébés) soit ce qui est produit, pour que soit créée une association intrinsèquement totalitaire entre le sexe et l'argent, qu'exprime avec lucidité la vente de la femme comme marchandise sexuelle. Dans

le modèle du bordel, la femme est considérée comme étant sexuellement libre, même par les gens qui tiennent la prostitution pour un mal ou un tort ; la liberté sexuelle, c'est quand les femmes font les choses que les hommes trouvent *sexy* ; plus les femmes font ces choses, plus elles sont sexuellement libres. Quelles que soient les conditions de la vie d'une femme, on ne perçoit en rien sa liberté et la prostitution comme étant par nature antinomiques. Il arrive que l'on considère que la prostituée est économiquement libérée. Dans la vente de sexe, de l'argent passe par elle : plus d'argent que n'en a en main la ménagère ou la secrétaire à la fin de sa journée. Ces effets de confusion sur la condition des femmes sont d'autant plus efficaces dans le modèle du bordel parce que les femmes y sont parfaitement interchangeables. Elles le sont en ce qui a trait à leur fonction mais, même entre elles, l'une ou l'autre pourrait échanger sa vie contre celle de sa voisine et ne remarquer aucune différence. Rien de ce qui arrive au bordel n'est perçu ou n'a à être perçu ou compris ou remémoré ou pris en compte : ces femmes vivent hors de l'histoire, et ce qui leur arrive se produit derrière des portes closes et dans un lieu qui sert à contrôler la sorte de femmes qui s'y trouvent. Elles vivent entièrement aux conditions des hommes. Tout ce qui leur arrive est convenable selon ces conditions masculines, à cause de ce qu'elles font et de ce qu'elles sont, toutes choses exprimées par l'endroit où elles sont. L'impersonnalité du bordel comme lieu de travail correspond point par point à l'impersonnalité de leur fonction sexuelle ; les hommes entretiennent une vision romantique de cet endroit et de cette fonction pour eux-mêmes, entre eux et dans leur intérêt, hommes entre hommes ; mais même les hommes ne sont pas assez naïfs pour tenter de vendre à la prostituée une image romantique de la prostitution.

Dans le modèle du bordel, les femmes sont tenues à une norme strictement sexuelle de comportement et d'imputabilité : elles se vendent pour le sexe, pas pour faire des bébés. Elles font ce que les

hommes veulent qu'elles fassent pour de l'argent, que les hommes leur paient et qu'elles remettent ensuite habituellement à un homme. Les femmes sont définies strictement par rapport au sexe et sans la moindre référence à leur personnalité, leur individualité ou leur potentiel humain; elles sont utilisées sans égard à autre chose que des orifices sexuels, leur classe sexuelle et des scénarios sexuels. Dans le modèle du bordel, plusieurs femmes appartiennent à un même homme ou, dans certains cas, sont surveillées par une femme plus âgée, elle-même redevable à un ou plusieurs hommes riches. Les femmes ont pour travail d'apporter – à un homme ou à un établissement – un certain montant d'argent en desservant un certain nombre d'hommes. Elles vendent des parties de leur corps : vagin, rectum, bouche; et elles vendent aussi des actes : ce qu'elles disent et ce qu'elles font. Dans le sexe, elles absorbent, endurent ou deviennent indifférentes à une énorme quantité d'agression, d'hostilité et de mépris masculins. Les hommes n'éprouvent que peu de réserves à dévoiler aux femmes prostituées – pendant le sexe ou dans tout scénario sexuel – leurs véritables attitudes à l'égard des femmes en tant que classe; ils n'ont aucune raison de se retenir puisque cette femme est là pour n'être qu'une femme – c'est-à-dire inférieure, soumise et utilisée. Elle est là parce que l'homme veut une femme, quelqu'un précisément de sa classe de sexe, quelqu'un qui se résume à sa fonction sexuelle, pas un être humain mais un ça, un con : elle est là pour cette raison et non pour quoi que ce soit d'humain en elle. Sa fonction est limitée, spécialisée, propre à son sexe et intensément et intrinsèquement déshumanisante.

Il est crucial de comprendre à quel point le modèle du bordel et celui de la prostitution sont tout à fait acceptés dans la structure sociale, et comment cette mise à disposition des femmes est tout simplement acceptée comme inévitable parce que ce sont des femmes. Si néfaste que l'on dise la prostitution, et si moraux et re-

ligieux que l'on dise les hommes, le modèle du bordel fait plus que perdurer, il prospère. Si marginales que l'on dise les femmes, elles forment le noyau sexuel d'une industrie du sexe qui n'est marginale à aucun égard. Le modèle du bordel prospère parce que les hommes l'acceptent, ainsi que tout ce qui en fait partie comme traitement approprié des femmes sexuelles : les femmes qui sont sexuelles aux conditions des hommes, les femmes qui sont baisées par beaucoup d'hommes, les femmes qui sont baisées autrement que sous la garde protectrice d'un père ou d'un mari traditionnel. La pérennité du bordel comme institution et de la prostitution comme pratique découle de leur efficacité commune à réglementer l'usage sexuel des femmes et la mise à disposition de femmes sexuellement exploitables. Pensez à ce que cela veut dire. Le bordel ressemble habituellement à un genre de prison - les femmes ne sont pas libres d'aller et venir. Elles sont exhibées, utilisées et traitées comme des choses ou des animaux sexuels, dans un enclos. Le bordel fonctionne habituellement avec la protection tacite ou explicite de la police et des politiciens; il sert aux riches et aux puissants mais aussi à toutes les catégories d'hommes; c'est le genre d'endroit où les hommes aiment avoir des femmes, les confiner, sous clé, parquées, enfermées; il laisse imaginer une abondance de femmes disponibles pour l'homme, signifiant par là que l'homme est riche de posséder autant de femmes réunies en un seul endroit, à son entière disposition, pour obtenir tout ce qu'il veut de quiconque il choisit. La prostitution est le mode d'utilisation des femmes dans le modèle du bordel; c'est ce pour quoi des femmes sont enfermées, parquées en lieu clos. La prostitution de rue ne fait que prolonger le bordel au delà des murs, sur le trottoir, dans le froid et la pluie. Les macs gèrent plusieurs prostituées, et elles habitent souvent ensemble, que le commerce se fasse ou non à domicile. C'est une version du bordel : une sorte de harem public. Le modèle du bordel peut être simplement imposé à un quartier entier, qui devient alors un ghetto

pour prostituées. Dans certaines villes réputées pour leur progressisme, des femmes sont exposées dans des vitrines, où elles posent pour d'éventuels clients. Cela passe généralement pour une façon humaine et civilisée de gérer l'industrie de la prostitution. Dans ces villes, le bordel est considéré comme un endroit correct, bon pour pour les filles. C'est l'acceptation du modèle du bordel comme façon appropriée de traiter certaines femmes – ces femmes-là, les femmes du sexage, les femmes prostituées, les femmes utilisées, les femmes avilies, les femmes publiques, n'importe quelles femmes – qui charrie un sens social inflexible et permanent pour l'ensemble des femmes. Dès qu'existe une femme prostituée, elle peut être enfermée dans une maison où des hommes viennent trouver et utiliser des femmes comme elle, l'utiliser parce qu'elle est une femme. Il n'est pas bien vu de la forcer à se prostituer – même si c'est généralement de force que les femmes et les filles sont amenées à la prostitution – mais une fois prostituée, par n'importe quelle voie, elle existe pour le sexe, et le bordel est le lieu qui lui convient, tout comme est convenable l'usage que l'on y fait d'elle. C'est la place d'une femme et cette convention est acceptée par les gens religieux ou irréligieux, par les policiers et les hors-la-loi, par les usagers et les abstinents. On qualifie d'« écurie » les femmes appartenant à un mac, mais l'analogie avec les chevaux est trompeuse. Les chevaux sont mieux traités, parce qu'ils ont plus de valeur. Les prostituées sont traitées en femmes ; aucune analogie n'est adéquate. Appliqué à des hommes, ce mode de vie apparaîtrait clairement comme une privation de liberté humaine ; appliqué à des femmes, il convient à ce qu'elles sont – des femmes. Elles ne manquent à personne ; quand elles s'acquittent de cette fonction sexuelle, personne ne pense que *leurs* vies sont gâchées. Il y a une différence de degré entre un gâchis féminin et un gâchis humain. Aux États-Unis, ces femmes se comptent par centaines de milliers ; dans le monde, par millions et millions. Le modèle du bordel tient ces femmes sous clé pour le sexe

et, pour les dévots comme pour les libertaires sexuels, c'est dans l'ordre des choses. Tant les uns que les autres trouvent que c'est une façon *sexy* de vivre pour des femmes. Elles sont mises à disposition, utilisées en fonction de la nature qu'on leur prête, soit leur sexe, l'essence et la fonction définies par leur classe d'appartenance : le labeur sexuel auquel doit être voué un certain pourcentage de cette classe de sexe. Cette utilisation des femmes est considérée non seulement comme inévitable et convenable pour elles mais comme ayant toujours été et devant toujours être.

L'application aux femmes du modèle du bordel bénéficie de défenses bien ancrées. Dans son étude de la prostitution, publiée pour la première fois en 1857, William Acton a énoncé ce qui en est venu à être accepté comme un point de vue modéré et raisonnable :

Il me semble vain de fermer les yeux devant le fait que la prostitution existera toujours. Nous pouvons bien le regretter, mais nous devons admettre qu'une femme, si elle est dans cette disposition, peut tirer profit de sa personne et que l'État n'a aucun droit de l'en empêcher. Il a cependant le droit, à mon avis, d'insister pour qu'elle ne devienne pas, par le trafic de sa personne, un vecteur de transmission de maladie et pour que, s'étant vouée à une occupation dangereuse pour elle-même et pour d'autres, elle se soumette à la supervision, dans son intérêt et dans celui de la communauté<sup>11</sup>.

L'État crée les conditions dans lesquelles la femme est prostituée, sanctionne en l'ignorant la force exercée contre elle pour effectuer sa prostitution, établit les conditions économiques qui imposent sa prostitution, et fixe sa condition sociale de sorte que son sexe devient une marchandise ; et après tout cela, la prostitution est perçue comme découlant de la volonté de la femme, et la question politique devient de savoir si l'État est en droit d'entraver cette expression de sa volonté. Ce qui est perçu comme la dimension éternelle

de la prostitution – ce pourquoi elle doit toujours exister – serait la volonté pérenne des femmes de se prostituer. Cela signifie, tout simplement, que les hommes admettent que les conditions créant la prostitution sont acceptables, immuables et convenables, parce que la prostitution est un usage convenable des femmes, conforme à ce qu'elles sont. Il n'y a préjudice que lorsque la prostituée est porteuse de maladie. Partout où la prostitution est légale et réglementée, c'est habituellement pour tenir la maladie en respect, pour en protéger les hommes ; la femme est l'instrument d'un préjudice fait à l'homme.

Le véritable enjeu est la construction sociale et économique de cette volonté de la femme : les féministes affirment qu'il s'agit d'une construction extérieure à l'individu, alors que pour les apologistes de l'exploitation sexuelle des femmes – encore là, religieux et irréligieux –, il s'agit d'une volonté intérieure, individuelle, une assertion personnelle de la nature sexuelle des femmes.

Le concept de la volonté des femmes, constamment mis de l'avant dans les débats sur la prostitution (et, présentement, sur la pornographie), occupe également une place centrale dans un nouveau domaine du discours consacré à la fonction des femmes : la maternité de substitution. Un homme, marié à une femme infertile ou procédant seul, veut un bébé ; il achète l'ovule et l'usage de la matrice d'une « mère de substitution » – une femme qui acceptera l'introjection de son sperme par insémination artificielle, pour porter à terme et donner naissance à ce qui est défini contractuellement comme son enfant à lui. La fécondation *in vitro* – où l'ovule est extrait du corps d'une femme par voie chirurgicale, fécondé dans une boîte de Pétri, puis réinséré dans la femme par voie vaginale – étend les possibilités de la maternité de substitution. La réaction immunitaire n'existe pas dans l'utérus. Des scientifiques sont déjà en mesure de retirer l'ovule d'une femme, le féconder à l'extérieur de son organisme, puis l'introduire dans l'utérus d'une deuxième

femme, où il sera porté à terme<sup>\*</sup>. Ils ne l'ont pas encore fait, mais aucun obstacle technologique ne s'y oppose. Ces deux technologies de reproduction – l'insémination artificielle et la fécondation *in vitro* – permettent aux femmes de commercialiser leur matrice suivant le modèle du bordel. La maternité devient un nouveau secteur de la prostitution des femmes, facilité par des scientifiques qui souhaitent investir la matrice à des fins d'expérimentation et de pouvoir. Un médecin peut devenir l'agent de la fécondation ; il peut dominer et contrôler la conception et la reproduction. Les femmes peuvent vendre des capacités reproductives de la même façon que les prostituées au sens classique vendent des capacités sexuelles, mais sans le stigmate de la putain parce qu'il n'y a pas d'intrusion du pénis. C'est la matrice et non le vagin qui est achetée ; ce n'est pas du sexe, c'est de la reproduction. Les discussions quant à la valeur sociale et morale de ce nouveau type de vente se limitent à réitérer l'argument de la volonté des femmes, omniprésent dans les débats au sujet de la prostitution : l'État a-t-il le droit d'entraver cet exercice de la volonté individuelle d'une femme (par la vente de l'usage de sa matrice) ? Si une femme veut le faire dans une transaction commerciale explicite, de quel droit l'État lui nierait-il cet exercice approprié de la féminité sur le marché ? Encore ici, c'est l'État qui a créé la conjoncture sociale, économique et politique dans laquelle la vente d'une capacité sexuelle ou reproductrice devient nécessaire à la survie de femmes, et pourtant cette vente est perçue comme un acte de volonté personnelle – le seul genre d'assertion de la volonté des femmes qui s'attire une défense vigoureuse et automatique de la part de presque tous ceux qui pontifient sur la liberté féminine. L'État nie aux femmes une foule d'autres possibilités, allant de l'instruction à des emplois, des

---

\*. Selon Gena Corea, une spécialiste de ces technologies et de leurs effets sur les femmes, « des hommes espèrent pouvoir féconder un ovule à l'intérieur du corps d'une femme (*in vivo*), l'expulser au moyen d'un lavage et transférer cet embryon dans une autre femme. Ça, on ne l'a pas encore fait. » Lettre à l'auteure, 12 février 1982. Le pur sadisme de cette procédure est remarquable.

droits égaux devant la loi et l'autodétermination sexuelle dans le mariage. Mais c'est l'intrusion de l'État lorsqu'une femme vend du sexe ou une capacité définie par sa classe de sexe qui déclenche une défense de sa volonté, de son droit, de son individualité – tous strictement définis comme la volonté de vendre ce dont la vente est socialement appropriée chez les femmes.

Cette femme individuelle est une fiction – comme l'est sa volonté – puisque l'individualité est précisément ce que l'on nie aux femmes quand on les définit et les utilise comme une classe de sexe. Tant que les enjeux du destin sexuel et reproductif des femmes sont formulés comme s'ils étaient résolus par des individus à titre individuel, il demeure impossible d'affronter les conditions réelles qui perpétuent l'exploitation sexuelle des femmes. Par définition, les femmes sont condamnées à un statut, à un rôle et à une fonction prédéterminés. En ce qui concerne la prostitution, Josephine Butler, qui l'a combattue au XIXe siècle, détaille les implications évidentes de sa nature sexuelle :

J'ai toujours eu pour principe de laisser les personnes tranquilles, de ne pas leur infliger de punitions externes, de ne jamais les chasser *de nulle part* tant qu'elles se conduisaient correctement ; je veux attaquer la *prostitution organisée*, c'est-à-dire le fait pour un tiers, avide de gain, d'ouvrir une maison où des femmes sont vendues aux hommes<sup>12</sup>.

C'est tout le contraire de ce que fait l'État quand la prostitution est illégale : il harcèle et persécute les femmes prostituées et laisse tranquilles les institutions et les puissants qui tirent profit d'elles. Il fait cela parce qu'aux yeux de la société, la prostitution exprime la volonté de la femme prostituée et que punir celle-ci constitue donc l'expression appropriée d'une hostilité envers la prostitution. C'est précisément ce concept de responsabilité individuelle (pour un comportement simplement déterminé en fait par la classe de sexe) qui perpétue la prostitution et protège les profits et le pouvoir de

ceux qui vendent des femmes aux hommes. Les féministes, contrairement à l'État, s'en prennent aux institutions et aux puissants, parce qu'elles comprennent que la prostituée est d'abord le produit de conditions matérielles qui lui échappent \*. Dans la nouvelle prostitution de reproduction dont s'amorce le développement, l'intermédiaire qui s'occupera de la population féminine à vendre sera le scientifique ou le médecin. C'est un nouveau genre de mac, mais ce n'est pas un nouvel ennemi des femmes. Les châteaux-forts institutionnels que constituent les instituts scientifiques de recherche et les hôpitaux seront les nouvelles maisons closes où l'on vendra des femmes aux hommes : l'usage de leur matrice en échange d'argent.

Avant l'apparition des technologies de reproduction, le modèle de la ferme différait beaucoup de celui du bordel. Même si le statut de la femme n'était pas humain – une terre – ou était moins qu'humain – une vache –, la ferme avait l'aura symbolique d'une romance agraire à l'ancienne : labourer la terre, c'était l'aimer, nourrir la vache, c'était en prendre soin. Dans le modèle de la ferme, la possession de la femme avait lieu en privé ; elle était le domaine familial, pas un chemin public. Un seul fermier l'exploitait. La terre était valorisée parce que sa moisson avait de la valeur ; et, conformément à la mystique du modèle, la terre était parfois vraiment jolie, spéciale, richement pourvue ; un homme pouvait l'aimer. La vache était valorisée pour ce qu'elle produisait : des veaux, du lait ; il lui arrivait même parfois d'être primée. En réalité, ces situations n'avaient rien d'idyllique. Le quart des violences conjugales seraient perpétrées contre des femmes enceintes ; et des femmes meurent à cause de la grossesse même sans l'intervention d'un poing masculin. Mais la ferme impliquait une relation de quelque importance entre le fer-

---

\*. Cela ne signifie pas que la prostitution est réinventée à chaque génération par les seules conditions matérielles. La colonisation des femmes est à la fois externe et interne, comme l'a bien montré Kate Millett dans *La Politique du sexe*. L'exploitation et la violence sexuelles créent chez les femmes une soumission psychologique à l'autodénigrement ; Millett a été jusqu'à décrire cette soumission comme « une toxicomanie psychologique, une accoutumance à l'auto-dénigrement ». (Voir Millett, *La Prostitution : Quatuor pour voix de femmes*, Paris, Denoël-Gonthier, 1971, p. 67.)

mier et sa propriété : et il est plus valorisant d'être la terre, la nature, ou même une vache, que d'être réduite à un con sans la moindre mythologie rédemptrice. La maternité enchâssait une femme dans la vie d'un homme : la façon dont il l'utilisait allait avoir des conséquences pour lui. Comme elle lui appartenait, la condition de cette femme avait une incidence sur lui ; assurer son bien-être constituait donc pour lui un enjeu non seulement économique mais social et psychologique. Comme l'homme cultivait la même femme durant plusieurs années, un lien personnel se créait entre eux – du point de vue de la femme, du moins. Ce lien était limité par les idées de l'homme sur les femmes, et il était malaisé parce que la femme n'avait jamais le droit de s'élever jusqu'à l'humain s'il fallait pour cela abandonner le féminin ; mais c'était pour elle sa meilleure chance d'être connue, d'être considérée avec une certaine tendresse ou compassion qui s'adressait à elle, comme femme individuelle. Néanmoins, l'équivalent anglais de « mari », *husband*, est aussi un verbe, *to husband*, qui a pour sens vieilli celui de « labourer en vue de la récolte ». Cette activité laisse peu de place à la tendresse ou à la compassion. On peut tout de même comprendre l'attachement possessif des femmes à toute association générique des femmes en tant que telles ou du « féminin » avec le territoire, la nature, la terre ou l'environnement, même si ces associations endossées par la culture posent en corollaire une nature féminine moins qu'humaine et qu'elles perpétuent une tradition rigide et cruelle d'exploitation : c'est un rapprochement qui comporte une part de splendeur et d'honneur. Les hommes y trouvent également une résonance profonde, mais sans la même valeur sentimentale : ce sont eux, après tout, qui labouraient. L'intersection culturelle et sexuelle des concepts de femme et de terre pèse lourd pour les hommes au moment de « la » bombarder, « la » miner à ciel ouvert, « la » brûler, « la » dénuder, « la » défolier, « la » polluer, « la » dépouiller, « la » violer, la « piller » ou de « la » maîtriser, manipuler, dominer,

conquérir ou détruire. Le modèle de la ferme jouit d'une emprise aussi vaste que profonde. Principale façon d'utiliser les femmes – comme mères pour produire des enfants –, il a permis, au sens métaphorique, que les hommes utilisent la terre comme si c'était une femme, une immense femme féconde que, d'une façon ou d'une autre, ils vont baiser à mort. Il y a des limites à ce que peut endurer et produire la terre, labourée à ce point et si peu respectée.

Le modèle de la ferme et celui du bordel disposent tous deux des femmes en tant que femmes : ce sont des paradigmes pour l'usage de masse d'une classe entière ; aucun des deux ne laisse place à la qualité d'humain pour les femmes. Le modèle du bordel s'est avéré efficace. Il use jusqu'à la corde les femmes qui s'y trouvent. Les hommes obtiennent d'elles du sexe avec une élégante économie de moyens : violence, faim, avilissement, drogue ; les évasions sont rares. La femme y est facilement réduite à ce qu'elle vend. Il ne s'organise pas de mouvements politiques chez les femmes assujetties au modèle du bordel ; elles ne se rebellent pas collectivement ; le joug est trop lourd. Dans les faits, un certain pourcentage de la classe des femmes est tout simplement sacrifié au modèle du bordel ; quelles que soient leurs lois, les sociétés acceptent cette mise à disposition d'un nombre important de femmes pour le service sexuel. Une fois entrées dans ce modèle, ces femmes sont contrôlées et utilisées ; ce que les hommes veulent d'elles, ils l'obtiennent ; leurs corps vont là où leur sexe est en demande ; il existe une équivalence absolue entre ce qu'elles sont et ce qu'elles fournissent, entre leur corps et leur fonction, entre leur sexe et leur travail. Il n'y a ici aucun gaspillage d'énergie : une femme prostituée remplit sa fonction de manière absolue. Le modèle de la ferme, lui, a toujours été moins efficace, plus brouillon. Choisir une femme pour vivre au foyer avec l'homme sur une base continue est plus difficile. Choisir une femme qui peut avoir et aura des enfants est plus difficile. Ses attitudes sont plus susceptibles d'entraver le processus. Elle dispose de moyens pour

dire non ou subvertir les projets sexuels et reproductifs masculins. Tout ce que le modèle du bordel exige des femmes, c'est qu'elles soient des femmes : peu importe qui elles sont ou ce à quoi elles ressemblent ou d'où elles viennent ou ce qu'elles pensent ; leurs résistances sont vite épuisées du fait d'être utilisées de la même façon et réduites au même dénominateur commun ; on ne leur demande rien de plus que d'être des femmes. Le modèle de la ferme, en revanche, exige l'usage constant de la force (explicite ou implicite, un mélange savamment dosé d'habitude) ; il nécessite des incitatifs, des récompenses, et beaucoup de chance pure et simple au plan de la fécondité et de la vigueur reproductrice. Lorsqu'un homme veut avoir des fils, comme c'est habituellement le cas, l'inefficacité du modèle est particulièrement évidente : quel que soit le nombre de bébés produits, rien ne garantit qu'un ou plusieurs d'entre eux seront mâles. Et malgré toute la coercition propre au modèle de la ferme, les femmes ainsi assujetties se sont mobilisées politiquement ; elles ont trouvé du temps, entre les bébés et les tâches domestiques – ici et là, de temps à autre – pour fomenter certaines rébellions. En soi, l'implication de ces femmes dans des mouvements, et notamment les mouvements féministes, démontre l'inefficacité du modèle de la ferme. Son succès est aléatoire : trop de facteurs accessoires à l'efficacité de la baise peuvent entraver la récolte, dont la qualité ne peut être non plus déterminée à l'avance. Conscients de ces limites du modèle de la ferme, les hommes l'ont tout simplement imposé à toutes les femmes non prostituées, pour se garantir les meilleures chances : ils punissent de sanctions sociales et économiques les femmes qui tentent d'y échapper, surtout celles qualifiées de vieilles filles et les lesbiennes. Pour prévoir et compenser les échecs, les pertes, l'immense poids du hasard et de la malchance, les hommes ont exercé le pouvoir de leur classe de sexe de façon à tenir toutes les femmes non prostituées en état de reproduction sous la domination explicite d'un mari. Ce fut leur meilleure méthode pour contrôler la repro-

duction, pour s'approprier l'utérus et avoir des enfants, pour tenir les femmes sous le joug de la volonté reproductive des hommes. L'usage fait des femmes dans cette tyrannie reproductive a été présenté comme ce à quoi elles servent : leur utilisation convenable, l'actualisation optimale de leur potentiel humain, parce qu'après tout, ce sont des femmes.

La technologie reproductive modifie présentement les modalités du contrôle masculin de la reproduction. Le contrôle social des femmes qui se reproduisent – une méthode de contrôle brouillonne et malpropre – est en voie de faire place à un contrôle médical beaucoup plus précis, beaucoup plus proche de l'efficacité du modèle du bordel. Cette transition – l'application du modèle du bordel à la reproduction – ne fait que commencer. Un panorama détaillé des nouvelles intrusions technologiques dans la conception, la gestation et la naissance \* dépasse la portée du présent ouvrage, mais on peut déjà affirmer que la reproduction va devenir le genre de marchandise qu'est aujourd'hui devenu le sexe. L'insémination artificielle, la fécondation *in vitro*, la sélection du sexe de l'embryon, le génie génétique, le monitoring foetal, les matrices artificielles qui gardent le fœtus en vie à l'extérieur du corps de la mère, la chirurgie fœtale, les transplantations d'embryons et l'éventuel clonage (certains spécialistes prédisent que le clonage humain deviendra réalité d'ici vingt-cinq ans ; il se réalisera, quelle que soit l'échéance), toutes ces intrusions reproductives font de la matrice le domaine du médecin plutôt que celui de la femme ; elles permettent d'extraire, de dissocier la matrice de la femme comme être intégral, tout comme on le fait déjà pour le vagin (ou le sexe). Certaines de ces intrusions rendent la matrice entièrement ou éventuellement superflue ; chacune soumet la reproduction au contrôle des hommes à un degré

---

\*. Voir Gena Corea, *The Mother Machine. Reproductive Technologies from Artificial Insemination to Artificial Wombs*, New York, Harper and Row, 1985. Ce livre explique les technologies de reproduction, les expériences pratiquées sur des femmes et des animaux pour élaborer ces technologies, ainsi que la vision des femmes dont découlent ces expériences et ces technologies.

jusqu'ici inimaginable. L'enjeu ne tient pas à chaque innovation en particulier – à sa moralité ou à son immoralité intrinsèque – mais à son utilisation dans un système où les femmes constituent déjà des marchandises sexuelles et reproductives exploitées, où leur vie est dénuée de valeur quand elle ne sert pas un objectif sexuel ou reproductif. Par exemple, même si les césariennes ont sauvé la vie à des femmes lors de véritables situations d'urgence, les médecins s'en servent aujourd'hui pour s'assurer le contrôle du travail, pour pouvoir taillader le corps des femmes – un délice masculin – et pour contourner le processus naturel de la naissance afin d'accommoder socialement le médecin. Les césariennes servent maintenant à exprimer un mépris masculin endémique envers les femmes. Il en sera ainsi de la technologie reproductive ou d'autres intrusions médicales sophistiquées dans ce domaine. L'idéologie du contrôle masculin de la reproduction restera la même ; la haine des femmes restera la même ; ce qui va changer, ce seront les moyens d'exprimer cette idéologie et cette haine. Ceux-ci remettront aux hommes le contrôle de la conception, de la gestation et de la naissance – en bout de ligne, tout le processus de création de la vie sera entre leurs mains. Ces nouveaux moyens permettront – enfin – aux hommes de vraiment posséder des femmes pour le sexe et des femmes pour la reproduction, toutes contrôlées avec la même précision sadique par des hommes.

Et se produira un nouveau genre d'Holocauste, aussi inimaginable aujourd'hui que ne l'était la version nazie avant son avènement ; une chose dont personne ne croit « l'humanité » capable. La technologie reproductive déjà ou bientôt disponible, liée à des programmes racistes de stérilisation imposée, offrira enfin aux hommes les moyens de créer et de contrôler le genre de femmes qu'ils veulent : le genre de femmes qu'ils ont toujours voulu. Pour paraphraser la Ninotchka d'Ernst Lubitsch justifiant les purges de Staline, il y aura moins de femmes, mais des femmes meilleures. Il

y aura des domestiques, des prostituées sexuelles et des prostituées reproductives. Avons-nous la moindre raison de penser que ce futur annoncé n'est pas le reflet de la dévalorisation des femmes aujourd'hui communément acceptée et que nous côtoyons avec une relative complaisance ? Regardons à nouveau ce que l'on a fait et ce que l'on fait encore aux vieilles, aux pensionnaires d'hospices, aux femmes droguées, prostituées, assistées sociales, et à ces bastions de la valeur féminine, les épouses et les mères, dont le viol est protégé par la loi, dont l'agression par leur mari est encouragée socialement et dont l'État convoite aujourd'hui l'utérus.

\*\*\*

*Nous venons après. Nous savons qu'un homme peut lire Goethe ou Rilke dans la soirée, qu'il peut jouer Bach et Schubert, et aller à sa journée de travail à Auschwitz le matin.*

George Steiner, *Langage et silence*

*Et pourtant l'énigme de la nature de la femme (si tant est qu'elle ait une nature et ne soit pas simplement tout à fait égale à l'homme, à tous égards), l'énigme, si elle existe, est que les femmes sont émues par cet homme, bien sûr qu'elles le sont, chacun sait que les meurtriers sont encore plus sexy que les athlètes. Il y a quelque chose chez une femme qui souhaite être tué, on le savait avant que le mouvement de libération des femmes n'efface ce savoir, quelque chose chez une femme souhaite être tué, et cela saute aux yeux – elle souhaite être amputée de la partie la plus faible d'elle-même, aimerait voir cette partie d'elle enfouie par la charrue, réduite en charpie, pétrie, torturée, écrasée, laminée, bannie et, en fin de compte, immolée.*

Norman Mailer, *Genius and Lust*

Parce qu'elles ne veulent pas mourir et qu'elles connaissent le sadisme des hommes, qu'elles savent ce que peuvent faire les hommes au nom du sexe, dans le sexe, pour le plaisir, pour le pouvoir, parce qu'elles connaissent la torture, pouvant prédire toutes les prisons à partir de leur situation dans la chambre à coucher et le bordel, parce qu'elles connaissent l'insensibilité des hommes envers leurs inférieurs, parce qu'elles connaissent le coup de poing, le ligotage, la baise version ferme et la baise version bordel, parce qu'elles constatent l'indifférence des hommes envers la liberté humaine, l'enthousiasme des hommes à diminuer les autres par la domination physique, l'invisibilité des femmes aux yeux des hommes, l'absolu mépris de leur humanité, parce qu'elles voient le dédain des hommes pour la vie des femmes, et parce qu'elles ne veulent pas mourir – *parce qu'elles ne veulent pas mourir* –, les femmes proposent deux solutions très différentes pour remédier à leur condition face aux hommes et à ce monde d'hommes.

La première se plie aux impératifs sexuels et reproductifs des hommes. C'est la solution de droite – même si ses adeptes se répartissent, en termes politiques masculins, sur tout le spectre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Suivant cette solution, les femmes acceptent la définition de leur classe de sexe et se battent, dans les limites de cette définition, pour des miettes de dignité et de valeur sociale, économique et créatrice. L'acceptation de cette définition de classe de sexe est fondamentale pour les mouvements de gauche comme de droite, pour les révolutions socialistes comme pour les poussées contre-révolutionnaires. La droite dure donne habituellement à cette solution une expression ultrareligieuse, et c'est ce langage religieux qui la distingue des autres versions de ce qui demeure essentiellement la même déférence envers le pouvoir des hommes. Plus précisément, cette acceptation des classes de sexe est perçue comme fonction de l'orthodoxie religieuse : en faisant des concessions, les femmes se montrent fidèles à un père divin ; elles

acceptent les descriptions religieuses traditionnelles des femmes, de leur sexualité et de leur nature ; elles acceptent les tâches découlant de leur soumission sexuelle et reproductive aux hommes. La solution de la droite dure traduit le présumé destin biologique des femmes en une politique religieuse orthodoxe : même dans une république laïque, les femmes de la droite dure vivent en théocratie. La religion voile les femmes d'une grâce à la fois réelle et magique, en cela que leurs fonctions de classe de sexe sont officiellement applaudies, soigneusement énoncées et exploitées dans des limites claires et prescrites.

La seconde solution est celle que proposent les féministes. Elle affirme, pour citer Elizabeth Cady Stanton, « l'individualité de chaque âme humaine [...] Quand nous parlons des droits de la femme, nous devons considérer, avant tout, ce qui lui revient à titre d'individu, dans son monde personnel, comme arbitre de son propre destin...<sup>13</sup> ». Il s'agit tout simplement d'une validation de la condition humaine, qui inclut les femmes. C'est aussi la condition préalable pour mettre en œuvre la principale intuition éthique de Marx : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Ce qui dévaste les capacités humaines des femmes, c'est le fait de leur imposer – par tous les moyens nécessaires – la définition de classe de sexe des femmes ; voilà ce qui en fait les subordonnées des hommes, soit des « femmes ». Les féministes voient les femmes, même les femmes, comme des êtres humains dotés d'individualité ; et cette vision annihile le système de polarité de genre qui réserve aux hommes supériorité et puissance. Il ne s'agit pas d'une conception bourgeoise ou complaisante de l'individualité, mais bien du constat que chaque être humain vit une vie distincte dans un corps distinct et meurt seul. Quand elles proposent « l'individualité de chaque âme humaine », les féministes avancent que les femmes ne se réduisent pas à leur sexe ; qu'elles ne sont pas non plus leur sexe avec un petit quelque chose en plus – un ajout libéral de

personnalité, par exemple ; mais bien que chaque vie, y compris chaque vie de femme, doit être celle de la personne elle-même, et non prédéterminée avant même sa naissance par des idées totalitaires concernant sa nature et sa fonction, ni sujette à la tutelle de quelque classe plus puissante ; que sa vie ne soit pas déterminée collectivement mais façonnée par elle-même, pour elle-même. Franchement, personne ne sait vraiment ce que les féministes veulent dire par là ; le concept de femmes non définies par le sexe et la reproduction est anathème, stupéfiant. C'est l'idée révolutionnaire la plus simple jamais conçue, et la plus méprisée.

Avec l'avancement des technologies de reproduction, il y aura encore moins de femmes pour oser réclamer leurs droits humains à la vie, à la dignité et au combat en tant que personnes individuelles et nécessaires, il y aura de moins en moins de femmes pour lutter contre la mise à disposition des femmes comme catégorie. Par contre, de plus en plus de femmes s'imagineront protégées en tant que femmes par des idéologies religieuses affichant une vénération formelle pour la maternité sanctifiée. C'est la seule prétention à une nature sacrée qui soit accessible aux femmes dans le système de classes de sexe ; et la religion est la meilleure façon d'y prétendre, la meilleure disponible. Au pouvoir laïque des scientifiques mâles, des femmes tenteront d'opposer le pouvoir politique des mâles misogynes de la sphère religieuse. Des femmes tenteront d'utiliser la théologie et la tradition religieuse des hommes quand celles-ci sanctifient la mère qui donne naissance. Des femmes se cacheront derrière la théologie ; elles se cacheront derrière des religieux orthodoxes ; elles feront appel à des idées religieuses conservatrices contre cette science qui rendra les femmes moins nécessaires qu'elles ne l'auront jamais été.

Mais le pouvoir des experts de la reproduction progressera justement par le biais des initiatives politiques et législatives issues du camp des théocrates : la prohibition de l'avortement, puis l'instaura-

tion de la stérilisation forcée établiront un contrôle étatique absolu sur l'utérus. L'affrontement entre les scientifiques de la reproduction et les théocrates mâles autour de valeurs absolues, surtout pour ce qui est de définir de façon orthodoxe la famille, n'est irréductible qu'en apparence. Quand ces deux écoles fidèles au pouvoir inconditionnel des hommes sur les femmes devront négocier des politiques publiques à leur avantage réciproque, les théologiens feront preuve de cette remarquable inventivité qui a justifié la condamnation des sorcières au bûcher et ils trouveront de grandes vertus à tout programme où, en vérité, les ovules fécondés surpassent les femmes en importance. Ils priseront également le fait de mettre à leur botte le sexe et la reproduction : d'être Dieu concrètement plutôt que de l'adorer dans l'abstrait. Ils apprécieront aussi – pour ses propres avantages – l'extraordinaire contrôle qu'ils auront obtenu sur les femmes : davantage que dans le Lévitique ; davantage que ce qu'ordonne le Christ ; davantage qu'en ont jamais eu les hommes – même si les hommes, bien sûr, en méritent toujours davantage. Les femmes défendront, en bonnes croyantes qu'elles sont, la religion traditionnelle, mais les théocrates mâles découvriront que Dieu a toujours voulu réserver aux hommes la création de la vie : n'est-ce pas Dieu lui-même qui a créé Adam sans l'aide d'une femme, et le baptême n'est-il pas l'équivalent religieux de naître d'un Dieu mâle ? Ces thèses n'ont rien d'excessif pour des gens qui justifient que les femmes soient soumises aux hommes au motif que Dieu est un garçon.

De manière ironique, cruelle et si typique du cours inflexible de l'histoire, le mouvement Right to Life (Laissez-les vivre) constitue actuellement la seule opposition politique organisée à la technologie reproductive, notamment dans le dossier de la fécondation *in vitro*\* ; mais il favorise en même temps la progression de ces tech-

---

\*. Chaque ovule fécondé dans une boîte de Pétri est considéré comme une vie humaine ; un meurtre est commis chaque fois que l'un d'eux est jeté ou « meurt ».

niques en proposant des lois qui confieraient l'utérus et l'ovule fécondé à la protection et au contrôle de l'État. En confiant à l'État le droit de définir où commence la vie – comme ce mouvement tient à le faire –, ses groupes dépouillent la religion de ce pouvoir dont ils font une prérogative policière du gouvernement. Au nom de la religion, ils privent celle-ci de son autorité morale qui exige l'obéissance des fidèles et remettent ce pouvoir à un appareil d'État sans âme, incapable de discernement moral. Ils enlèvent à Dieu ce qu'aucun athée n'oserait exiger et rendent à César ce qu'il n'a jamais osé réclamer. Ce ne sont pas des ovules fécondés que les femmes du mouvement Right to Life tentent de protéger mais la maternité et leur propre valeur comme femmes aux yeux de Dieu et aux yeux de l'homme. Elles apprendront la plus cruelle des leçons de l'histoire : « Toute fin honorable s'autoconsume. On se tue à tenter de l'atteindre, et quand on y arrive enfin, elle est devenue son contraire<sup>14</sup>. » Ces mots sont du dissident soviétique Abram Tertz (Andrei Sinyavsky), mais quelle que soit la « fin honorable » en cause, il n'y a pas un militant politique passionné qui n'ait eu l'occasion de les prononcer, dans la peine et la souffrance. Ce que l'on veut accomplir déraile et devient ce que l'on hait. Les femmes du mouvement Right to Life s'en apercevront trop tard : elles demeureront obnubilées par les minuscules tributs rendus par les hommes à l'idée, mais non à la réalité, des femmes en tant que mères. Le pouvoir que ces femmes luttent si fort pour mettre entre les mains de l'État sera finalement et inévitablement utilisé pour 1) redéfinir le début et la nature de la vie de façon à faire du mâle son seul créateur, et 2) déterminer quelles femmes se reproduiront, quand et de quelle façon, et imposer ces décisions. Les femmes dont on n'aura pas besoin ne pourront prétendre à quelque dignité ni protection civique. La raison de la soumission des femmes sera finalement très simple et tout à fait claire : ce sera pour elles une question de vie ou de mort, et le droit d'en appeler au caractère sacré des femmes en

tant que mères aura disparu du lexique de la suprématie masculine.

Lorsque les femmes cessent d'être entièrement nécessaires, les dissidentes politiques deviennent entièrement inutiles. Quand les femmes seront devenues biologiquement superflues à grande échelle, celles qui ont une pratique politique n'auront plus à être tolérées à quelque niveau que ce soit. Les dissidentes politiques sont déjà tenues pour inutiles : c'est le sentiment exprimé envers les féministes et les autres femmes qui se rebellent ; un jour, ce ne sera plus un sentiment mais une politique. Le critère de « fauteuses de troubles » assigné aux dissidentes politiques sera élargi pour inclure toute femme qui n'est pas domestique, prostituée sexuelle ou prostituée reproductive. Les femmes religieuses orthodoxes seront elles aussi un jour caractérisées comme des dissidentes politiques : elles seront là à défendre et à soutenir de vieilles lois, coutumes et idées qui auront cessé de servir l'intérêt des hommes. Elles réclameront davantage des hommes que ce qu'ils veulent qu'elles aient, et les hommes ne leur feront pas de concessions : parce qu'ils pourront contrôler la reproduction sans la complicité de masses de femmes. Hipponax d'Éphèse a résumé à sa plus simple expression la misogynie d'hier dans cet aphorisme : « Les deux jours de la vie d'une femme qu'un homme apprécie le plus sont celui où il l'épouse et celui où il la porte en terre<sup>15</sup>. » Dans la misogynie de l'avenir – le gynocide annoncé – il n'y aura plus qu'un jour à apprécier : « celui où il la porte en terre ». Nous venons après, comme écrit Steiner ; et nous sommes des femmes. Nous savons ce dont les hommes sont capables.

# Notes

<sup>1</sup>John Langdon Davies, dans *A Short History of Women*, cité par Virginia Woolf dans *Une chambre à soi*, Paris, Denoël-Gonthier, 1951, p. 151.

<sup>2</sup>Adolf Hitler, 1934, cité dans Clifford Kirkpatrick, *Nazi Germany : Ifs Women and Family Life*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1938, p. 111-112.

<sup>3</sup>W. Andrew Achenbaur, *Old Age in the New Land*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1979, p. 94.

<sup>4</sup>Bruce C. Vladeck, *Unloving Care : The Nursing Home Tragedy*, New York, Basic Books, 1980, p. 3.

<sup>5</sup>*Ibid.*, p. 4.

<sup>6</sup>Muriel Nellis, *The Female Fix*, New York, Penguin, 1981, p. 68.

<sup>7</sup>*Ibid.*, p. 1-2.

<sup>8</sup>Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*, New York, Vintage, 1972, p. 138.

<sup>9</sup>Roland A. Chilton, *Consequences of a State Suitable Home Law for ADC Families in Florida*, Tallahassee, Florida State University/Institute for Social Research, 1968, p. 65, cité dans Piven et Cloward, p. 140.

<sup>10</sup>Linda Gordon, *Woman's Body, Woman's Right*, New York, Grossman, 1976, p. 311.

<sup>11</sup>William Acton, *Prostitution*, New York, Frederick A. Praeger, 1969, p. 26.

<sup>12</sup>Josephine Butler, citée par Kathleen Barry, *L'Esclavage sexuel de la femme*, trad. Renée Bridel, Paris, Stock, 1982, p. 60.

<sup>13</sup>Elizabeth Cady Stanton, « The Solitude of Self », dans Susan B. Anthony et Ida Husted Harper (dir.), *History of Woman Suffrage*, vol. IV, New York, Source Book Press, 1970, p. 189.

<sup>14</sup>Abram Tertz, *The Trial Begins*, cité dans Richard Lourie, *Letters to the future : An Approach to Sinyavsky-Tertz*, Ithaca, Cornell University Press, 1975, p. 91.

<sup>15</sup>Hipponax d'Éphèse, cité par Mary F. Lefkowitz et Maureen B. Fant, (dir.), *Women in Greece and Rome*, Toronto, Samuel-Stevens, 1977, p. 18.







## **Contacts**

e-mail

[editionalso@riseup.net](mailto:editionalso@riseup.net)

[editionalso@autistici.org](mailto:editionalso@autistici.org)

Mastodon

[@EditionsALSO@eldritch.cafe](https://eldritch.cafe/@EditionsALSO)

[@EditionsALSO@anticapitalist.party](https://anticapitalist.party/@EditionsALSO)

Twitter

[@EditionsALSO](https://twitter.com/EditionsALSO)

(si autant de contacts sont donnés c'est pour pouvoir rester joignables même si certains de nos comptes sont bloqués)